

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1909.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1909 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. STANDAERT.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1909 s'élève à 28,900,200 francs, en diminution de 744,000 francs sur l'exercice précédent.

Cette diminution provient d'une forte réduction prévue au chapitre des dépenses exceptionnelles : 925,000 francs contre 1,845,000 francs en 1908.

Les dépenses ordinaires suivent leur marche toujours ascendante résultant de l'application des lois et des règlements concernant les traitements : l'augmentation prévue, du chef des dépenses ordinaires, s'élève à 178,700 francs.

*
* *

Les discussions du Budget de la Justice dans les sections de la Chambre ont donné lieu à des observations diverses qui sont sensiblement les mêmes que celles présentées en ces cinq dernières années. Les desiderata exprimés peuvent se résumer en ce triple vœu :

Enrayer les progrès croissants de la criminalité.

Diminuer les frais de justice.

Améliorer le régime de la bienfaisance publique et de nos établissements d'aliénés.

(1) Budget, n° 4, IV.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. ROYER, MONVILLE, HYMANS, STANDAERT, DE SADELEER et VAN DER LINDEN.

Il faut reconnaître que l'insistance des membres de la Chambre à représenter périodiquement les mêmes griefs décèle des maux profonds auxquels il importe de trouver remède.

Tout le monde saurait gré à M. le Ministre de la Justice de marcher résolument, de concert avec le Parlement, vers une solution prochaine des graves problèmes soulevés.

* *

Les progrès croissants de la criminalité appellent des mesures énergiques.

Deux chiffres, donnés par les statistiques, sont déconcertants :

Vingt-cinq pour cent des affaires instruites par les parquets restent sans suite uniquement parce que le délinquant n'a pu être découvert;

Cinquante pour cent des condamnés sont des récidivistes ⁽¹⁾.

De ces deux chiffres découle logiquement cette double conclusion : puisque les auteurs de tant d'infractions restent inconnus, c'est que notre police judiciaire est mal faite, donc réformons-la, puisque tant et tant de condamnés sont des récidivistes, c'est que nos lois sur la récidive valent peu ou point, donc modifions-les.

* *

La réorganisation de la police judiciaire et l'organisation d'une police rurale s'imposent impérieusement : un premier devoir des pouvoirs publics est de garantir aux citoyens la sécurité. Telles parties du pays sont mises en coupe réglée par les malfaiteurs; successivement, méthodiquement, au moyen de procédés identiques, toutes les maisons de campagne, les églises d'une même région sont visitées et cambriolées. L'audace des malfaiteurs n'a plus de bornes, ils mettent au service du crime toutes les ressources des progrès modernes. Il nous faut une police mieux organisée, mieux dirigée et mieux outillée; il faut surtout faire tomber les barrières territoriales, devant lesquelles s'arrête la compétence des divers agents et, partant, toute initiative et toute promptitude dans la recherche des délinquants.

Aussi bien le moment semble venu, pour la Chambre, de réaliser, enfin, cette réforme : le 29 juillet 1908, l'honorable M. de Brocqueville a déposé un rapport détaillé sur le projet de loi instituant des agents de la police judiciaire et un rapport sur la police rurale est à la veille d'aboutir; la Section centrale émet le vœu de voir ces projets portés au plus tôt à l'ordre du jour de la Chambre.

Toutefois, il ne suffira pas de créer une police judiciaire ayant une compétence territoriale étendue et une direction centralisée entre les mains du Procureur général.

(1) Les statistiques donnent 46 %, mais ne remontent qu'à un petit nombre d'années et ne s'étendent donc pas à tous les récidivistes.

L'investigation judiciaire devient une véritable science qu'il échet d'importer chez nous.

Le Congrès de criminologie de Turin, en 1906, a proclamé la nécessité d'un enseignement spécial de l'investigation judiciaire scientifique pour les magistrats, officiers de police, médecins légistes. La police scientifique est enseignée dans les chaires universitaires de Graz, Lausanne, Bucarest, Lyon, Rome, Ferrare, Sienne.

Depuis l'année 1908, le « brevet de signalement descriptif » est exigé des policiers de la ville de Paris; tout un enseignement est donné en vue de la délivrance de ce brevet et comporte de quarante à cinquante leçons d'une heure chacune. La chaire de police scientifique de Lausanne est fréquentée par les aspirants magistrats de parquet et d'instruction et médecins légistes.

Des cours spéciaux sont donnés au personnel de la police.

Il ne faut pas que les procédés et l'existence même de la police scientifique restent plus longtemps inconnus d'un grand nombre de personnes qui, par leur position, pourraient les utiliser journellement pour la découverte de la vérité ⁽¹⁾.

Tout en évitant les erreurs d'un enseignement trop théorique ⁽²⁾, il est indispensable de ne rien négliger pour nous défendre, de notre mieux, contre les procédés toujours plus ingénieux, plus perfectionnés, plus scientifiques de la délinquance moderne.

Il y a là, pour nous, de véritables lacunes à combler; ainsi, nous en sommes encore à un mode de signalement préhistorique et très ridicule: Voici deux pièces émanées de la prison de X..., sous la date du 27 octobre 1908 et relatives à deux prévenus:

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Signalement

	1 ^{er} prévenu.	2 ^e prévenu.
Cheveux	bruns	bruns.
Face	symétrique	symétrique.
Front	ordinaire	ordinaire.
Sourcils	bruns	bruns.
Paupières	entrantes	entrantes.
Yeux	bruns	gris.

(1) Dr Reis, professeur de police scientifique à l'Université de Lausanne, *La police scientifique au XX^e siècle*.

(2) Voir *Rivista penale*, mars 1908.

Nez	moyen	pincé.
Bouche	moyenne	moyenne.
Pommettes	couvertes	saillantes.
Menton	rond	rond.
Oreilles	plates petites	petites plates.
Cou	moyen	ordinaire.
Visage	ovale	ovale.
Teint	sain	sain.
Corpulence	ordinaire	ordinaire.
Signes particuliers	aucune marque	aucune marque.

Alors que depuis des années existe le signalement descriptif ou portrait parlé dû à M. Bertillon, est-il bien permis que nous en soyons encore aux procédés en usage dans l'antiquité?

De même, il est nécessaire de mettre enfin à la disposition de notre police judiciaire un système d'identification des criminels. Nous n'avons rien dans cet ordre d'idées; c'est à peine s'il fonctionne, officieusement, à Bruxelles, un bureau d'identification suivant le système anthropométrique de M. Bertillon.

On comprend qu'il y ait eu, en matière d'identification, certaines hésitations ces dernières années : les partisans de l'anthropométrie étaient aux prises avec les défenseurs de la dactyloscopie et l'on se demandait lequel des deux systèmes allait l'emporter.

Aujourd'hui il est possible de se faire une opinion.

On sait que l'anthropométrie de M. Bertillon consiste essentiellement dans la mensuration, au compas, de certaines longueurs osseuses supposées constantes et invariables depuis l'âge de 21 ans à la vieillesse. Ces mensurations reportées sur une fiche, suivant un mode rationnel, peuvent se retrouver entre mille et mille autres.

Ce système a rendu des services inestimables : il permet, à Paris seul, de reconnaître des milliers de récidivistes se présentant sous un faux nom. Toutefois on trouve à ce système les inconvénients suivants : 1° Il n'est guère applicable aux jeunes délinquants et difficilement aux femmes; 2° L'âge et la maladie peuvent amener des variations dans les longueurs mesurées; 3° L'agent mesureur doit être spécialement capable et attentif; l'inexpérience ou la distraction peuvent causer de déplorables erreurs; 4° Ce système est coûteux : il exige un personnel, des instruments, un mobilier et un local spéciaux; 5° La valeur signalétique du système Bertillon est quasi nulle.

La dactyloscopie n'est autre chose que les empreintes digitales marquées sur des fiches par les délinquants, qui donnent ainsi eux-mêmes une signature d'identité que personne ne saurait contrefaire. Le système est basé sur cette double loi, non discutée : Il n'existe pas deux êtres humains qui donnent des empreintes digitales semblables, tandis que chez un même individu les empreintes restent identiques du jeune âge à la mort.

Ce système d'identification est simple, facile, d'une application sûre et exempté d'erreur, il est en outre très économique.

Pas d'agent mesurateur spécialement instruit, pas d'instruments, pas de local : de l'encre d'imprimerie sur une plaque de verre et une feuille de papier, c'est tout.

On reproche au système dactyloscopique d'être impraticable du moment que le délinquant, par brûlure ou frottement, s'abîme les bouts des doigts ; à quoi on peut répondre que les empreintes effacées reparaissent très rapidement et que, au surplus, ce subterfuge constituerait un signalement spécial, justifiant les pires présomptions.

L'anthropométrie est actuellement pratiquée en France, Suisse, Pays-Bas, Espagne, Roumanie, Mexique.

La dactyloscopie est en usage en Angleterre et aux Indes, en Danemark, Suède et Norvège, en Egypte, Saxe, Italie, Portugal, Amérique du Sud (Brésil, Argentine, etc.).

L'Allemagne et l'Autriche utilisent les deux systèmes.

On peut constater que les pays où se pratique l'anthropométrie semblent hésiter tandis que les autres ne songent pas à abandonner la dactyloscopie. En France même, l'Académie des sciences, consultée par le Ministre de la Justice, a donné l'avis suivant :

« La considération des empreintes digitales (dactyloscopie) suffit à l'établissement d'un catalogue méthodique d'identification. Les trois opérations qui concourent à la fixation d'identité et qui consistent à établir la fiche, à la classer et à la retrouver, sont particulièrement facilitées dans le procédé dactyloscopique de Vucetich.

» Le système dactyloscopique a, sur tout autre, l'avantage d'être applicable aux individus de tout âge, aux enfants, aux jeunes gens, aux adultes et, par conséquent, aux délinquants juvéniles, à la population des colonies pénitenciaires comme aux récidivistes adultes. Il est le moins coûteux. Son fonctionnement n'exige point un personnel nombreux et long à dresser.

» Il tend chaque jour davantage à se substituer à la mensuration anthropométrique.

» Il peut être recommandé pour l'établissement d'une fiche internationale dont feraient usage les polices de tous les États civilisés pour la recherche commune des criminels. »

Ces conclusions ne paraissent avoir été contestées qu'au point de vue du mérite de la classification des fiches d'après le procédé spécial de Vucetich ⁽¹⁾.

De ces considérations il faut conclure que le Gouvernement ne devrait pas hésiter à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour introduire dans tout le pays l'identification des délinquants au moyen du système à la fois

(1) *Les empreintes digitales*, par le professeur Tomellini de Gênes (1909).

simple, sûr et économique de la dactyloscopie ⁽¹⁾. Reste à voir s'il n'y aurait lieu, pour Bruxelles, de garder un système mixte centralisé, à l'instar de l'Allemagne et de l'Autriche, fonctionnant pour les criminels dangereux ou les délinquants étrangers. Enfin, le Gouvernement pourrait, peut-être, prendre les initiatives nécessaires en vue de la création d'une fiche internationale.

*
* *

La question de la récidive appelle, à son tour, l'attention de la législature.

Dans le système du Code pénal belge, les conditions légales de la récidive sont étroites et rigoureuses; chose absurde, la récidive de crime sur délit n'est pas prévue, non plus que la récidive sur condamnations prononcées à l'étranger, si nombreuses soient-elles! La récidive de délit à délit n'existe que sur condamnation d'au moins un an d'emprisonnement, prononcée dans les cinq années qui précèdent l'infraction nouvelle. Enfin, l'aggravation de peine est une pure faculté pour nos tribunaux ⁽²⁾.

Élargir notablement les conditions légales de la récidive, édicter des peines plus sévères et imposer aux magistrats l'obligation de les appliquer, tels sont les premiers éléments du problème à résoudre.

D'autre part, il y aurait lieu d'en venir à une conception plus logique de la récidive; dans l'état actuel de notre législation, la récidive est générique, elle ne distingue ni catégorie d'infractions ni espèce de délinquants.

Or, tels individus deviennent les habitués de telle délinquance spéciale : délits de violence, délits de fraudes, délits de mœurs; ce sont les récidivistes, redoutables, les spécialistes d'infractions déterminées. La perversité de ces agents nuisibles est un grave danger public, ils mettent, au service de la criminalité, toutes les ressources de l'expérience acquise et d'un entraînement progressif, ils sont des professionnels, parfois, des professeurs du crime.

La notion de la récidive spécifique entrant dans la loi, c'est ce genre de récidive qui devrait être frappé, plus spécialement, avec une inflexible rigueur.

Mais ce serait témérité de croire que seule l'aggravation des peines peut enrayer le mal; on a pu dire, avec raison, que la progression croissante des récidivistes prouve moins la faillite de la loi pénale que l'impuissance de notre système pénitentiaire.

Le récidiviste est un habitué de nos prisons et ne les craint pas, il y

(1) Voir les remarquables études de M. le docteur Stokis, le défenseur autorisé de la dactyloscopie en Belgique: *L'identification judiciaire*, 1908. — *Quelques cas d'identification*, 1908. — *La fiche belge d'identité judiciaire*, 1908. — Voir aussi BERCHER, *La police scientifique au XX^e siècle*, 1907. — *L'identification des récidivistes*, Locard (1909).

(2) Voir toutefois art. 343, Code pénal, art. 333, *Id.* art. 433 *Id.*; le Code forestier, la loi sur la chasse, sur l'ivresse publique, etc.

trouve bon logis, bonne soupe et bon feu. Un système pénitentiaire plus dur, plus sévère comme aussi l'internement dans des établissements spéciaux à l'expiration de la peine sont préconisés comme des mesures de défense sociale adéquates et efficaces.

Dans son discours de rentrée du 1^{er} octobre 1904, M. Melot, avocat général, exprimait l'avis que, le jour où la Belgique aurait une colonie, il faudrait introduire la peine de la rélégalion dans l'arsenal de nos lois pénales.

Un projet de loi, déposé par M. Vandenheuvel, le 8 mai 1906, propose des aggravations de peines contre les récidivistes, un autre projet, dû à l'initiative de notre regretté collègue M. Devigne, prévoit l'internement indéterminé des récidivistes incorrigibles, non à titre de peine, mais comme une mesure de sécurité et de discipline. Il y a là tous les éléments d'une discussion complète et approfondie.

*
* *

Pour compléter ces moyens de défense contre la criminalité, il nous faut songer avec une sollicitude spéciale aux mesures propres à protéger l'enfant : ce sont là, moyens préventifs plus efficaces, peut-être, que tous autres.

L'honorable M. Colaert vient de déposer un important rapport sur le projet de loi relatif à la protection de l'enfance : ce projet de loi, fort étudié, traite de la déchéance de la puissance paternelle, des mesures judiciaires à l'égard des jeunes délinquants, édicte des peines sévères pour les crimes et délits contre la moralité, la faiblesse des enfants et protège ceux-ci contre les employeurs, abusant de leur jeune âge, pour des travaux excessifs.

Ce projet est l'heureux complément des projets relatifs à la police judiciaire et à la récidive.

Il se fait donc qu'il est désormais au pouvoir de la Chambre, maîtresse de son ordre du jour, de discuter et de voter un ensemble de lois très importantes, destinées à protéger le pays contre le flot montant de la criminalité.

Puisse cet effort législatif être réalisé dans le plus bref délai !

*
* *

Une très grosse question soulevée au sein de la Section centrale est celle de la revision des codes.

Un membre a émis l'avis que cette question méritait un sérieux examen, que, malgré l'importance considérable de ce travail, il n'y avait pas lieu de laisser tomber les bras en criant à l'impuissance législative et qu'il fallait rechercher une procédure parlementaire permettant d'aboutir. Le rapporteur a été chargé de s'enquérir comment, en d'autres parlements, on était arrivé à parachever le grand œuvre de la codification.

Faut-il reviser le code civil ?

Vieux d'un siècle le Code Napoléon a besoin d'être rajeuni. Non pas qu'il faille ébranler les bases de ce monument remarquable, mais il le faut sérieusement restaurer là où il n'est plus en harmonie avec l'état social et les faits économiques d'un siècle nouveau.

D'aucuns cependant et des plus autorisés s'élèvent énergiquement contre toute idée de revision : « ce serait folie, écrit M. Planiol, de raser le château pour changer quelques poutres ⁽¹⁾ », le droit privé n'a pas besoin d'un code nouveau, disent à leur tour MM. Glasson, Boistel, Gaudemet, Guillaouard ⁽²⁾.

Cette opinion, qui semble inspirée par un sentiment de défiance à l'égard de nos assemblées législatives réputées incapables ou maladroites, est, avant tout, celle des théoriciens de l'École historique, adversaires attardés de toute codification. Ils soutiennent que le droit privé doit être le reflet des mœurs et des coutumes d'un pays et que dès lors, mœurs et coutumes se développant par une incessante évolution, il est absurde de les figer artificiellement en des formules impératives. D'autres, moins doctrinaux, se tiennent sur le terrain des faits et prétendent que le Code civil est invariablement jeune, grâce à une jurisprudence évoluant progressivement. « Le » tribunal de Château-Thierry, écrit M. Planiol, ne détient pas le monopole » des solutions prétoriennes, il en a seulement le record. La Cour de cassation lui fait une concurrence discrète mais sérieuse ⁽³⁾ ».

Et l'on cite, à l'appui de cette thèse, les arrêts qui disent exactement le contraire des articles du Code, les décisions allouant des dommages intérêts, malgré l'article 340 interdisant la recherche de la paternité, une jurisprudence compacte qui, déjà avant la loi sur les accidents du travail, préparait la théorie du renversement de la preuve et peut-être même celle du risque professionnel.

Au fond, la thèse de ceux qui combattent la revision du Code civil s'inspire de la doctrine de Savigny, dont l'école a vécu, semble-t-il, aujourd'hui surtout que, même en Allemagne, on a codifié le droit privé. Admettre que la jurisprudence devienne « une source immédiate et directe du droit », substituer les tribunaux aux législateurs et les arrêts aux textes de loi, c'est renverser du même coup les bases du droit public moderne, c'est créer une dualité dangereuse entre la loi et le droit, c'est un retour aux édits prétoriens.

Aussi bien l'interprétation belge du Code civil a eu plus de fixité ⁽⁴⁾, la « jurisprudence progressive » ne s'est pas épanouie chez nous autant qu'en

⁽¹⁾ MARCEL PLANIOL, *Inutilité d'une revision générale du Code civil*.

⁽²⁾ GLASSON, *Codification au XIX^e siècle*. — BOISTEL, *Code civil et la philosophie du Droit*. — EUG. GAUDEMET, de la faculté de Dijon, *Revision du Code civil*.

⁽³⁾ M. PLANIOL, *Ibid.*

⁽⁴⁾ J. VAN BIERVLIET, *L'interprétation belge du Code civil*.

France, nos tribunaux sont restés plus généralement attachés au texte du Code Napoléon.

Faut-il attribuer à ce fait qu'en Belgique on soit généralement d'accord sur l'utilité d'une revision?

Si, en 1879, M. Bara, Ministre de la Justice, confia à M. Laurent la rédaction d'un avant-projet du Code civil, si, en 1884, le Gouvernement chargea une Commission de vingt et un membres de préparer les modifications à introduire au Code civil, il semble bien qu'il y eut, quant à l'utilité de cette revision, unanimité de sentiments.

Aujourd'hui cette Commission a terminé son travail, les matériaux sont prêts, la machine parlementaire peut marcher; nous arrivons juste à temps pour cueillir les fruits précieux des codifications les plus récentes en Allemagne, en Suisse et projetées en Hongrie.

Il suffit, d'ailleurs, d'un coup d'œil sur le Code civil allemand et le Code civil suisse, pour se faire une idée du chemin parcouru et des innovations réalisées.

La femme mariée, reléguée, par le Code Napoléon, avec les fous et les mineurs dans le groupe juridique des incapables, recouvre le droit qu'a tout être humain de jouir d'une personnalité propre. Le principe de l'égale capacité des époux se trouve tempéré par les droits d'ordre moral que la loi accorde au mari dans le gouvernement de la société conjugale et les droits d'ordre pécuniaire que le régime du contrat peut reconnaître au mari. Mieux en harmonie avec les formes de la richesse moderne et l'état social actuel, les pouvoirs du mari sur la communauté sont restreints, il ne peut disposer, à son gré, des valeurs communes ni aliéner librement les biens apportés par l'épouse ⁽¹⁾.

Le régime matrimonial, en l'absence de contrat, n'est plus notre draconienne communauté légale, mais l'union des biens avec son double principe de séparation quant à la propriété, et d'unité quant à l'administration.

La femme mariée garde ses droits entiers sur ses gains et salaires, réputés par la loi bien réservés; semblables biens existent d'ailleurs sous tous les régimes.

Le contrat de mariage peut être passé après comme avant la célébration du mariage, sans qu'il puisse, dans le premier cas, préjudicier aux tiers.

Voici toute une législation relative à la famille.

Une justice familiale est instituée; la base juridique de son intervention est la théorie originale de l'*abus du droit*, ainsi : en cas d'inconduite ou de prodigalité du mari, le juge peut ordonner que les débiteurs des époux payeront entre les mains de la femme, de même le juge peut suspendre momentanément la vie commune, et ces mesures sont rapportées, à la demande de l'un des époux, quand cessent les causes qui les avaient provoquées.

⁽¹⁾ *La femme mariée allemande*. L. Lyon, Caen (1903).

Au décès de l'un des époux, la communauté peut être continuée entre conjoint survivant et enfants issus du mariage, l'exercice des droits successoraux restant suspendus; des parents peuvent stipuler entre eux une indivision prolongée pour faire valoir, en commun, une industrie ou une propriété; il y a des fondations de familles, des asiles de familles (variété du *homestead*) inaliénables et insaisissables.

Le conjoint survivant devient héritier, il peut recueillir, par testament, l'usufruit de la totalité des biens qui sont réservés aux descendants communs.

Le droit absolu à la réserve cesse pour l'héritier qui a commis un délit contre le défunt, qui a failli à ses devoirs de famille, qui se trouve en état de déconfiture.

Une succession est présumée répudiée si l'insolvabilité du de cujus était notoire ou constatée au temps du décès.

La règle brutale « nul n'est tenu à demeurer dans l'indivision » reçoit d'importantes restrictions : Le juge peut ordonner qu'il sera, provisoirement, sursis au partage si la valeur des biens devait être notablement diminuée par une liquidation immédiate. Le testateur peut prescrire les règles que ses héritiers devront observer pour le partage et la formation des lots. Le juge peut décider que les biens de succession ne seront pas vendus aux enchères publiques, mais entre héritiers seulement.

S'il existe parmi les biens à partager une exploitation agricole, elle peut être attribuée, pour sa valeur, à celui des héritiers qui le demande et paraît le plus capable de s'en charger.

A côté de la copropriété vient se placer la propriété commune qui, en principe, n'autorise les communistes à disposer de la chose indivise qu'en vertu d'une décision unanime et qui exclut le droit de disposer d'une quote-part tant que dure cette indivision : tels les héritiers avant le partage, les époux dans le régime de communauté.

Le transfert de la propriété immobilière ne s'opère que par l'inscription au registre foncier.

A côté de l'hypothèque viennent se placer des types nouveaux : la valeur immobilière est mobilisée. La *cédule hypothécaire*, qui est au fond une hypothèque sur soi-même, garantit une créance personnelle, destinée à être négociée. La *lettre de rente*, exclusive de toute obligation personnelle, n'exprime pas même la cause de la créance : Elle est un papier-valeur négociable revêtu, lors de sa création, de la clause à ordre ou au porteur transmissible par voie d'endossement ou de remise de titre. D'un mécanisme très simple, la lettre de rente est délivrée, par le Conservateur du registre foncier, pour une valeur qui ne peut dépasser l'évaluation officielle de l'immeuble. Cette innovation est considérée comme un précieux instrument de crédit ⁽¹⁾.

(1) GUILLOUARD, *Le régime hypothécaire du Code civil*. — BUFNOIR, *Procès-verbaux de la Commission du cadastre*, fasc. V, p. 512.

Les personnes civiles et morales — dont le Code Napoléon ne parle pas — sont rangées sous des rubriques spéciales et dotées du pouvoir « d'acquérir » tous les droits et d'assumer toutes les obligations qui ne sont pas inséparables des conditions naturelles de l'homme, telles que le sexe, l'âge ou la parenté ⁽¹⁾. »

Que d'idées nouvelles ou plus précises ou plus claires en matière d'obligations et de possession se retrouvent dans le nouveau droit privé allemand et suisse.

Certes, il est de ces réformes qui sont discutables, on peut même ne pas admettre qu'elles soient toutes entièrement neuves ⁽²⁾; certes encore des lois fragmentaires ont, chez nous, comblé bien des lacunes ⁽³⁾, mais il n'en est pas moins vrai que, comme le dit M. Saleille : « l'heure des réformes est venue, perdre du temps serait désormais irréparable ⁽⁴⁾ ».

*
* * *

Faut-il reviser le Code de procédure civile?

Ici aucune voix discordante. Avec son formalisme intensif, ses nullités, ses déchéances, ses exceptions rigoureuses parfois même soulevées d'office et malgré les parties, la procédure civile organisée par le Code de 1806 apparaît dans notre législation comme un anachronisme à la fois bizarre et onéreux. On comprend les critiques acerbes et nerveuses dont le Code de 1806 est l'objet; « comment ne pas haïr ces procédures cruelles ⁽⁵⁾ » s'écrient les uns « C'est un monument élevé à la chicane et à la déloyauté ⁽⁶⁾ » disent les autres.

On ignore généralement que la procédure devant nos tribunaux civils est vieille de deux et demi siècles. En effet, il est dit dans le rapport de la Commission chargée, en 1806, de préparer le Code de procédure civile que les dispositions du projet en ce qui concerne les formalités de la procédure civile devant le tribunal de première instance, ne créent rien et se réfèrent à l'ordonnance de 1667 ⁽⁷⁾.

La revision de ce Code archaïque est intimement liée à la question des frais de justice qui fait l'objet de récriminations justifiées et dont la solution est attendue avec impatience.

L'intérêt public exige de nombreuses simplifications surtout pour les litiges de peu d'importance; il ne faut toutefois pas perdre de vue le mot de Napoléon au Conseil d'État : « les formes sont la garantie nécessaire de l'intérêt particulier ».

(1) Art. 53, *Code civil suisse*.

(2) BOISTEL, *Le Code civil et la philosophie du droit*.

(3) G. VANDENBOSSCHE, *Le Code civil en Belgique*. (Réforme sociale, 1904.)

(4) SALEILLE, *Étude du droit civil allemand*, préface.

(5) CAMILLE ROUSSEL, *La justice belge au début du XX^e siècle*.

(6) CHARLES DOUXCHAMPS, *De la profession d'avocat et d'avoué*.

(7) LOCRÉ, *Législation civile de la France*, t. XXI, p. 18.

Un projet de revision du Code de procédure civile avec un exposé des motifs, par M. Albéric Allard, existe depuis 1869, une partie en fut détachée et forme la loi du 25 mars 1876 sur la compétence, depuis lors on n'a rien fait.

En France, un projet complet de revision du Code fut déposé par M. Antonin Dubost le 25 octobre 1878.

Ce qui semble devoir arrêter toute réorganisation de notre procédure civile est le maintien ou la suppression des avoués. La Section centrale a examiné cette question et le reflet fidèle de l'opinion de ses membres semble être ceci : la simplification de la procédure est intimement liée à la suppression des avoués; mais tant que la procédure est ce qu'elle est aujourd'hui, la suppression des avoués n'est pas possible, du moins dans les grands barreaux.

Il ne faut pas se dissimuler que la suppression des avoués est vivement discutée. N'a-t-on pas soutenu, avec des arguments dignes d'attention, que la suppression des avoués est, au fond, la suppression des avocats?

« Dans son cabinet transformé en bureau d'affaires, l'avocat devra s'entourer de commis chargés de faire les écritures des procès. Il engagera des clercs, les surveillera, les paiera; il faudra qu'il vérifie leurs écritures, les signe et les signifie. Au grand dam des questions les plus graves, il aura à se préoccuper de mille questions de délai et de dates. A lui d'assister au règlement des rôles, d'être en même temps au tribunal et à la Cour, de débattre des questions de remises. Il visitera les greffes, hâtera les expéditions, paiera les huissiers, soldera les droits d'enregistrement et les droits de greffe. Dans une enquête, accablé par mille détails, l'avocat négligera le fond pour sauver la forme. Chez lui se feront toutes les significations d'huissier, le règlement de taxes et de frais, il lui faudra une comptabilité et des registres. N'est-ce pas, au fond, la suppression de l'avocat qu'on détourne de sa mission, de ses études, des préoccupations d'ordre juridique et scientifique ⁽¹⁾? »

Quoi qu'il en soit, la question du maintien ou de la suppression des avoués est le pivot sur lequel doit tourner toute revision du Code de procédure civile.

Le rapport de M. Alb. Allard, en date du 28 novembre 1876, conclut à la suppression des avoués.

La Section centrale émet le vœu de voir aboutir la revision de la procédure civile dans le sens d'une grande simplification des formalités judiciaires et, partant, d'une notable réduction des frais de justice; elle estime que la suppression des avoués, qui semble difficile sous le régime actuel, s'impose nécessairement sous un régime nouveau exempt de tout formalisme suranné.

(1) *Belgique judiciaire*, 1867, p. 111.

*
* * *

Faut-il reviser le Code de procédure pénale?

Que de questions surgissent ici importantes entre toutes, touchant, à la fois, à l'ordre social comme à l'honneur et à la liberté des citoyens. Il est certaines parties du Code de procédure pénale qui ne réclament pas des améliorations urgentes, tel est le cas pour la matière qui touche à l'instruction définitive et au jugement des affaires pénales. Un membre a signalé néanmoins en Section centrale les points suivants : obligation de motiver les jugements correctionnels, obligation d'entendre les témoins en degré d'appel, introduction de l'élément ouvrier dans le jury. On pourrait y ajouter l'interdiction, pour les magistrats qui ont procédé à l'instruction d'une affaire, de la juger.

Quant à la procédure pénale préparatoire, une réforme sérieuse s'impose. Il n'est plus possible qu'un citoyen, du moment qu'il devient accusé ou prévenu, soit abandonné, sans défense, à l'arbitraire du juge d'instruction; nul ne souhaite de voir plus longtemps à la base de l'instruction préparatoire un système inquisitorial absolu, fonctionnant en secret, sans contrôle et sans recours, survivance attardée des pires ordonnances royales de l'ancien régime français.

Au sujet de cette réforme, les discussions sont vives : le système accusatoire et la législation anglaise, le système inquisitorial contradictoire et la législation française, divers systèmes mixtes trouvent autant de défenseurs convaincus. Cela même prouve que la question, passée au crible de la critique, est mûre pour la discussion définitive. Serait-ce trop augurer de la compétence du législateur de croire qu'il saura trouver, au milieu de tout cela, une solution équitable tenant compte à la fois des nécessités de la répression et des intérêts de la liberté civile?

L'institution d'une Commission extra-parlementaire chargée de reviser le Code d'instruction criminelle remonte au 5 mars 1850, les rapports de cette Commission sont signés Nypels, Dubois, Delecourt. La Chambre, saisie de ce projet, le renvoya à une Commission spéciale dont l'honorable M. Woeste est, croyons-nous, le dernier survivant.

Vingt-trois rapports rédigés de 1878 à 1884 par l'honorable M. Thonissen furent déposés : seul les articles 1 à 28, formant le titre préliminaire, sont devenus la loi du 17 avril 1878. Ce n'est pas sans amertume qu'on songe à ce travail énorme d'un collègue éminent, criminaliste réputé, à tant de labeurs accumulés inutilement jusqu'ici.

Le 24 février 1902, le Gouvernement présenta aux Chambres un projet de loi comprenant le titre II et III du livre I du Code de procédure pénale avec exposé des motifs de M. Van den Heuvel, Ministre de la Justice.

De son côté, l'honorable M. Janson a déposé, le 24 mars 1904, une proposition de loi sur l'instruction criminelle contradictoire.

La Chambre se trouve donc devant un travail d'ensemble lui permettant, quand elle le voudra, de légiférer en cette importante matière.

*
* *

La revision des codes, pour utile qu'elle soit, est-elle possible en Belgique ?

Une chose est certaine, c'est qu'il ne faut pas escompter ce travail de la Chambre comme elle fonctionne actuellement. Dans une assemblée où la maladie de la parole sévit sans rémission, on ne saurait songer à une œuvre de cette envergure. Il faut autre chose et c'est à la découvrir que la Section centrale s'est appliquée.

LA CODIFICATION DU DROIT CIVIL ALLEMAND.

Le 2 juillet 1874, le Conseil fédéral nomma une Commission de 11 juristes chargés de préparer un projet de code civil ; le travail, achevé au bout de treize ans, fut publié avec 5 volumes de motifs à l'appui, le tout comprenant 12,313 pages in-folio.

Le projet donna lieu à des études critiques nombreuses que le Conseil fédéral recueillit et fit imprimer en six volumes.

En avril 1891, une nouvelle Commission de 22 membres fut constituée en vue d'examiner le projet et les critiques dont il fut l'objet. Cette nouvelle Commission procéda par voie d'amendement au premier projet et la rédaction d'un contre-projet termina ses travaux au bout de quatre ans, en juin 1895. Détail intéressant : chaque partie du travail de cette Commission fut publiée à jour et soumise ainsi à une critique qui s'exerçait parallèlement aux travaux de la Commission. Le 27 janvier 1896, le projet fut transmis au Reichstag ; celui-ci le soumit à une discussion générale qui dura quatre jours et renvoya le projet à une Commission parlementaire de 21 membres dont le rapport fut déposé au bout de cinq mois, le 1^{er} juin 1896.

Ce rapport indiquait chacun des amendements présentés devant la Commission, adoptés ou repoussés par elle, avec exposé des motifs à l'appui. Aussi bien c'est en Commission que se fit tout le travail utile, que surgirent toutes les réformes juridiques introduites par le Reichstag.

La discussion au Parlement eut lieu quinze jours après la communication du rapport, elle dura dix jours : seule la question du divorce donna lieu à une joute oratoire brillante entre les principaux orateurs des divers groupes : on s'accorde à vanter le caractère pratique et la convenance des discours prononcés, vraiment dignes d'un grand parlement.

Un seul amendement au projet de la Commission fut voté : on a reconnu, depuis, qu'il était détestable. L'œuvre accomplie par le Reichstag est considérable : elle est la synthèse de tout le mouvement juridique de la science allemande depuis un siècle, et l'on s'accorde à dire que sur les questions du droit patrimonial, droit des obligations et droit des choses, la loi civile allemande constitue un progrès marqué et une heureuse adaptation du droit aux nécessités économiques de l'heure présente (1).

(1) C. BURNOIR, *Code civil allemand*, traduit et annoté, 1904, t. 1.

Ce qui caractérise essentiellement la procédure de codification au Reichstag, c'est que la Commission parlementaire fut composée de délégués des principaux groupes chargés de défendre leurs desiderata, qu'une fois les décisions prises au sein de la Commission, les groupes ou partis s'inclinaient, sauf à faire entendre au Reichstag, par l'organe d'un des leurs, la réclamation ou la protestation qu'il fallait. C'est à la discipline que se sont imposée à eux-mêmes les députés au Reichstag qu'on doit cette législation du droit privé qui fait l'orgueil des Allemands et l'admiration de juristes français tels que Bufnoir et Saleille.

LA CODIFICATION DU DROIT CIVIL SUISSE.

Le nouveau Code civil de la Confédération fut voté en décembre 1907 pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1912.

C'est en 1892 que le chef du département fédéral de la justice confia à M. Eug. Huber, professeur à l'Université de Berne, la rédaction d'un projet de Code civil suisse.

Le 15 novembre 1900 ce travail, sous forme d'avant-projet, fut soumis à une Commission extraparlamentaire.

Cette Commission discuta le projet de M. Huber dans quatre sessions tenues à Lucerne, du 7 au 30 octobre 1901, à Neuchâtel, du 3 au 27 mars 1902, à Zurich, du 3 au 15 novembre 1902 et à Genève, du 15 avril au 2 mai 1903.

M. Huber publia pour cette Commission un exposé des motifs en un volume de 767 pages.

Cet avant-projet, remanié et complété par un titre préliminaire et un titre final, fut soumis, par le Conseil fédéral, aux Chambres, le 28 mai 1904.

Une Commission parlementaire fut nommée et présenta un rapport contenant le texte adopté par la majorité de la Commission et, en marge, les amendements rejetés.

C'est au sein de la Commission spéciale que le droit d'amendement s'est exercé principalement.

La discussion du Code civil à l'assemblée fédérale commença le 6 juin 1905; il y eut une discussion générale très courte. Prirent la parole : le président de la Commission, le rapporteur français, le rapporteur allemand, M. Huber, auteur du projet, et quatre orateurs; à la même séance s'ouvrit la discussion des articles, si bien que, dès le lendemain, 7 juin, on avait voté 105 articles du code parmi lesquels les dispositions relatives aux fondations.

Dans la séance du 8 juin, on arrive à la question du divorce. Huit orateurs prennent la parole et l'article 150 est voté.

La question de la séparation de corps absorbe la séance du 19 juin.

Les 21 et 22 juin sont discutées et votées les importantes dispositions relatives au régime matrimonial, la tutelle, la puissance paternelle compre-

nant la protection de l'enfance moralement abandonnée. En trois séances qui suivent, on termine — après une discussion fouillée — la question de la recherche de la paternité, de la filiation illégitime et de la famille, on arrive ainsi — après neuf séances — au livre des successions ayant voté 450 articles du nouveau Code.

Jamais, même sur les questions les plus importantes et les plus discutées, il n'y eut plus de huit orateurs.

Le projet voté par le Conseil fédéral fut sensiblement amendé par le Conseil des Etats.

Après ces votes on procéda à un travail intéressant qui est d'ailleurs de règle en Suisse : *la revision définitive des textes*, en vue de conserver dans la loi la symétrie, la clarté et la concordance si souvent compromises par le droit d'amendement ⁽¹⁾.

La Commission chargée de ce travail opéra des changements, des remaniements et des transpositions de textes : « ici, dit le rapporteur, il régnait » quelque obscurité dans l'expression même de la volonté du législateur; là, » il existait de légères lacunes et nous les avons comblées dans le sens des » décisions prises par les Chambres; plus loin, il y avait lieu de supprimer » des contradictions manifestes ou, pour réduire le champ des contro- » verses, de formuler avec plus de précision les textes adoptés par » l'assemblée fédérale. »

Le texte ainsi remanié fut voté par les Chambres, à l'unanimité, le 10 décembre 1907.

L'œuvre du législateur suisse est l'objet des plus élogieuses appréciations, elle réalise, dit M. Gaudemet, sans tomber dans l'excès ni dans l'utopie, parmi les réformes réclamées aujourd'hui, toutes celles qui sont pratiquement possibles ⁽²⁾. Saleille, Geny, Leroy en France, Rumelin, Kohler en Allemagne, rivalisent de louanges et considèrent le nouveau Code civil suisse comme une des œuvres les plus remarquables de la technique législative actuelle, moins scientifique, sans doute, que le Code civil allemand, mais plus claire et plus pratique.

REVISION DU CODE PÉNAL HOLLANDAIS.

Lorsque le Gouvernement hollandais voulut amener à bonne fin le vote d'un nouveau Code pénal, il demanda aux Chambres l'institution d'une Commission parlementaire aux fins d'examiner le projet. La seconde Chambre des Etats généraux accédant à ce désir nomma une Commission dans laquelle toutes les opinions se trouvaient représentées. Le projet élaboré par cette Commission, ayant été soigneusement travaillé et amendé, fut soumis aux délibérations de la seconde Chambre, qui mit exactement quatre jours à discuter et à voter tout le Code pénal.

(1) L. DUPRIEZ, *Les ministres dans les principaux pays*, t. II.

(2) EUG. GAUDEMET, *Les codifications récentes* (1908).

Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne que quand nos voisins d'Outre-Moerdijk, dont l'esprit pratique est connu, veulent voir aboutir une loi importante, ils ont recours à la prolongation régulière des séances du Parlement jusque fort avant dans la nuit.

CONCLUSIONS.

La revision des codes, si utile, si importante pour le bien général, est une œuvre législative dont la réalisation immédiate est possible; pour y parvenir, il suffirait de quelques modifications à notre procédure parlementaire et d'une certaine discipline au sein de chaque groupe.

La Section centrale, après mûr examen de la question, estime qu'on pourrait aboutir aux conditions suivantes :

1° Une Commission serait constituée comprenant les délégués de chacun des groupes de la Chambre, en nombre proportionnel à leur importance numérique ;

2° Les projets, amendements, discussions et votes au sein de cette Commission recevraient la publicité des débats et des documents parlementaires ;

3° Tout membre de la Chambre aurait le droit de présenter des amendements au sein de la Commission ;

4° Les discussions en séance publique de la Chambre seraient soumises à une réglementation spéciale qui stipulerait notamment que le droit d'amendement comme le droit de demander l'appel nominal seraient subordonnés à l'assentiment d'une fraction importante de l'assemblée. Il pourrait être entendu, de même, que, une section du Code étant mise en discussion, celle-ci doit se terminer le même jour.

La Section centrale soumet ces conclusions à toute l'attention du Gouvernement et de la Chambre.

L'impuissance législative devient un axiome; c'est à qui criera à la déchéance du Parlement, à son incapacité, au danger de lui confier des lois importantes⁽¹⁾. « On constate actuellement, en Belgique, écrit M. Hanssens, un très réel abaissement du niveau parlementaire⁽²⁾. »

Dans ces appréciations sévères, il y a un enseignement qui donne à réfléchir et, s'il faut croire que le mal est grave, puisque tant de voix autorisées le dénoncent, il n'est pas sans remède. Il suffirait d'un peu de discipline et de la conscience d'un plus grand respect dû à la tribune parlementaire pour en revenir aux belles traditions de jadis.

(1) GLASSON, *La codification*. — LARNAUDE, *Le Code civil et la nécessité de sa revision*. — M. DEJACE, *Centenaire du Code civil*. — FÉLIX MOUREAU, *La revision du Code civil et la procédure parlementaire*.

(2) HANSSENS, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Bruxelles : *Le Code civil en Belgique*. — MARCEL PLANIOL, *Revision du Code civil*.

*
* *

Nous eussions voulu, aux fins de rencontrer chacune des principales questions soulevées à propos du Budget de la Justice, traiter l'intéressante question de la réforme de la bienfaisance publique. Mais à chaque jour sa peine. On trouvera d'ailleurs dans ce qui précède plus que le Parlement n'en saurait digérer.

*
* *

Quelques considérations d'un ordre moins général. La situation des greffiers des tribunaux de commerce appelle à juste titre l'attention du législateur.

« Les tribunaux de commerce sont surtout appréciés parce qu'ils » réunissent les deux éléments indispensables à la bonne administration de » la justice : l'élément commercial représenté par les juges et l'élément de » droit que personnifie le greffier (1). »

Cette appréciation, empreinte d'une évidente justesse, entraîne comme corollaire l'obligation de faire entrer le greffier dans la composition du tribunal, il est souverainement illogique d'assimiler les greffiers consulaires aux greffiers des juridictions civiles. Il y aurait donc lieu de les investir des fonctions et de la dignité de la magistrature et de leur donner voix délibérative au sein du tribunal; ils deviendraient ainsi juges assesseurs près des tribunaux consulaires.

*
* *

Une requête des notaires de la Flandre occidentale élève de légitimes protestations contre le fait qu'ils se trouvent systématiquement exclus de toutes les nominations notariales qui ont lieu au siège de la Cour d'appel; ils font observer qu'actuellement, sur vingt-huit études notariales établies à Gand, *aucune* n'est occupée par un notaire ayant exercé ses fonctions dans la Flandre occidentale. C'est là un état de choses anormal et véritablement injuste; la loi créant des notaires de 1^{re} classe pouvant instrumenter dans tout le ressort de la Cour d'appel, l'équité exige que les notaires de 1^{re} classe soient choisis non, exclusivement et systématiquement, dans la seule province où siège la Cour d'appel, mais dans chacune des provinces du ressort. La réclamation des notaires de la West-Flandre est donc parfaitement justifiée, et nous avons la confiance que le Ministre de la Justice y fera droit.

De même, il y a lieu de prendre en considération certaines requêtes relatives au recrutement du corps notarial, l'intérêt général demande que ces importantes fonctions soient, le plus possible, confiées à des titulaires intelligents ayant donné des preuves réelles de capacité.

(1) Rapport de M. Van Zuylen, président du Tribunal de commerce de Liège, 1908.

*
* *

Les employés des greffes demandent à être mis sur le même pied que les employés des parquets pour les augmentations de traitement : il faudrait leur allouer l'augmentation de 200 francs tous les trois ans, au lieu d'une augmentation de 100 francs tous les deux ans.

Quant aux employés des parquets, il y a lieu de remarquer que l'arrêté du 28 septembre 1903 a largement avantage les secrétaires des parquets et les commis-chefs. Mais les commis ont été exclus du bénéfice des dispositions nouvelles. Or, comme il n'y a guère d'avancement à espérer pour les deux tiers des commis des parquets, qui ne peuvent devenir secrétaire ou commis-chef, il faut bien reconnaître qu'une amélioration de situation s'impose en faveur de ces employés.

*
* *

Une demande absolument justifiée est celle des surveillants des dépôts de mendicité et maisons de refuge. Ces surveillants sont rangés dans la 3^e classe et n'en peuvent sortir : il en est qui, après vingt, vingt-cinq, trente ans de loyaux services, restent toujours surveillants de 3^e classe avec le maximum de 1,350 francs par an, tandis que dans d'autres établissements de bienfaisance les traitements peuvent monter à 1,600 francs et 1,800 francs pour les surveillants de 2^e et de 1^{re} classe. Si l'Administration ne veut créer des surveillants de 2^e classe dans les dépôts et maisons de refuge, du moins pourrait-elle, après dix, vingt, trente ans de bons services, relever le traitement au delà du maximum actuel. C'est une question d'équité et d'élémentaire justice.

Le personnel enseignant de l'École de bienfaisance de Ruysselede demande à être mis, au point de vue du traitement, sur le même pied que le personnel de Moll, Saint-Hubert, Ypres. Les habitations dont ce personnel jouit sont concédées à un prix qui dépasse notablement la valeur locative réelle, et, comme ce prix est déduit du traitement, le préjudice est incontestable. Il y aurait lieu de faire droit à ces réclamations, de même qu'il faudrait créer un barème rationnel du traitement des instituteurs de 1^{re}, 2^e et 3^e classe. Il ne faut pas perdre de vue que la charge de ces instituteurs est plus lourde que n'importe quelle charge similaire : ces instituteurs vivent dans un pays isolé et ils ne jouissent guère de vacances.

Une visite faite à l'établissement de Ruysselede nous a révélé une situation qui ne peut perdurer : nous y avons trouvé un seul instituteur donnant l'enseignement primaire à 80 élèves, un autre à 70 élèves, moitié wallons moitié flamands. Cette situation ne serait tolérée, par l'inspection, dans aucune école primaire. Quel que soit le dévouement du personnel enseignant, l'instruction doit forcément laisser à désirer ; il y a là une lacune à combler au point de vue du succès de cette école de bienfaisance, qui, avec ses 600 jeunes colons à la mine réjouie et bien portante, nous a laissé l'impression d'un établissement excellemment dirigé.

*
*
*

L'arriéré des affaires à juger par divers tribunaux a également préoccupé la Section centrale.

La question suivante a été posée au Gouvernement :

« Quelles sont les mesures que M. le Ministre compte prendre pour
» remédier aux graves inconvénients de l'arriéré des affaires devant les
» diverses juridictions à Bruxelles? »

RÉPONSE : « Un projet de loi créant une cinquième chambre au Tribunal
» de commerce de Bruxelles sera prochainement déposé.

» En ce qui concerne l'arriéré existant devant les juridictions civiles,
» l'étude des mesures à prendre pour le faire disparaître se poursuit au
» Département de la Justice. »

Cette réponse ne donnera qu'une satisfaction relative à tous ceux qui se plaignent, si légitimement, d'un état de choses préjudiciable pour tant et de si graves intérêts.

Les affaires civiles arriérées en première instance à Bruxelles étaient :

Fin 1906, au nombre de 3,968 affaires.

Fin 1907, au nombre de 4,493 affaires.

Fin 1908, au nombre de 5,289 affaires.

Or, comme le Tribunal ne juge en moyenne que 3,000 causes civiles par an, alors que, d'autre part, plus de 3,500 affaires nouvelles s'inscrivent au rôle, il s'ensuit que, mathématiquement, l'arriéré s'accroît, chaque année, de plus de 500 affaires. On peut dire, dès ores, que, au 30 septembre prochain, il y aura au Tribunal civil de Bruxelles près de 6,000 affaires arriérées.

Les justiciables du Tribunal de première instance d'Anvers n'ont rien à envier, semble-t-il, à ceux de l'arrondissement de Bruxelles. Nous trouvons là un arriéré civil de 1,750 affaires environ et un arriéré correctionnel de près de 3,000 affaires.

Il en est de même au Tribunal de Bruges, en ce qui concerne les affaires correctionnelles : au 1^{er} janvier 1908, cet arriéré était de 1,528 affaires dépassant de loin celui des autres tribunaux du Royaume qui ne comptent que deux chambres. Actuellement, malgré toute l'activité de la Chambre correctionnelle, qui juge annuellement plus de 2,200 causes, l'arriéré est de 1,500 affaires environ.

Il faut voir de près l'état de choses créé par un arriéré correctionnel pour se convaincre des conséquences intolérables qu'il entraîne pour la justice autant que pour les justiciables. Quand on en arrive à juger régulièrement des délits commis une année et plus avant l'information à l'audience, l'instruction devient pénible, les témoins ne se souviennent plus et ne peuvent guère éclairer les magistrats, bien souvent les droits de la défense

sont rendus illusoires, sans compter que, après de longs mois, la peine apparaîtrait plutôt comme une vexation que comme un juste châtiment.

Le Gouvernement devrait écouter des plaintes aussi légitimes et prendre les seules mesures compatibles avec l'intérêt bien entendu de la justice : l'augmentation du nombre des magistrats.

*
* *

L'ensemble du Budget de la Justice pour l'exercice 1909 a été adopté à l'unanimité, moins une voix, soit par six voix contre une.

Le Rapporteur,
EUG. STANDAERT.

Le Président,
E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1909.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1909 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1909 bedraagt 28,900,200 frank, dus eene vermindering van 744,000 frank bij het vorige dienstjaar.

Deze vermindering is het gevolg van eene aanzienlijke verlaging, bij het hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven voorzien : 928,000 frank tegen 1,848,000 frank in 1908.

De gewone uitgaven klimmen steeds en dat is te wijten aan de toepassing van de wetten en verordeningen op de jaarwedden : de voorziene verhooging voor de gewone uitgaven beloopt 178,700 frank.

*
* *

De beraadslaging in de afdeelingen gaf aanleiding tot verscheidene opmerkingen, nagenoeg dezelfde als in de laatste vijf jaren. De uitgedrukte wenschen kunnen worden samengevat in dit drievoudig verlangen :

Paal en perk stellen aan de steeds toenemende misdaden.

De gerechtskosten verminderen.

Aan de openbare weldadigheid en aan onze krankzinnigengestichten eene betere inrichting, een beter beheer geven.

(1) Wetsvoorstel, n° 4, IV.

(2) De Middenafdeeling, voorzeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren ROYER, MONVILLE, HYMANS, STANDAERT, DE SADELEER en VAN DER LINDEN.

Het kan niet worden geloofend : uit het aandringen van de leden der Kamer, die geregeld op dezelfde grieven wijzen, blijkt duidelijk dat er diepe kwalen bestaan, waartegen een middel moet gevonden worden.

Eenieder zou het den heer Minister van Justitie dank weten, zoo hij, in gemeen overleg met het Parlement, vastberaden eene spoedige oplossing van de opgeworpen ernstige vraagstukken wilde te gemoet gaan.

*
* *

Tegen de toenemende misdaden behooren krachtdadige maatregelen genomen te worden.

Twee cijfers, door de statistiek opgeleverd, brengen ons in verlegenheid :

25 t. h. van de zaken, door de parketten onderzocht, blijven zonder gevolg, omdat de misdadiger niet kan ontdekt worden ;

30 t. h. der veroordeelden werden reeds gestraft voor hetzelfde misdrijf ⁽¹⁾.

Uit die twee cijfers vloeit redelijkerwijs deze tweevoudige gevolgtrekking : vermits de daders van zooveel misdrijven onbekend blijven, moet onze rechterlijke politie bepaald gebrekkig zijn ; derhalve eischt zij hervorming. En dewijl zooveel veroordeelden recidivisten zijn, moeten onze wetten op de herhaling al heel weinig beteekenen ; dus dienen wij ze te veranderen.

*
* *

De herinrichting van de rechterlijke politie en de instelling van eene landelijke politie zijn dringend noodzakelijk : voor de openbare machten is het een allereerste plicht de veiligheid der burgers te waarborgen. Sommige deelen des lands worden geregeld bezocht door kwaaddoeners ; achtereenvolgens, stelselmatig, met dezelfde middelen worden al de buitenverblijven en kerken van eene zelfde streek geplunderd. De stoutmoedigheid der booswichten kent geene palen meer, zij plegen hunne misdaden met al de middelen van den hedendaagschen vooruitgang. Wij hebben eene beter ingerichte, bestuurde, toegeruste politie noodig ; vooral is het noodig te doen verdwijnen de scheidslijn tusschen de gemeenten, waarbuiten de verschillende politieambten onbevoegd zijn, tot groot nadeel van elk zelfstandig optreden en van de snelle opsporing der misdadigers.

Ook schijnt voor de Kamer het oogenblik gekomen deze hervorming eindelijk te verwezenlijken : den 29^e Juli 1908 werd door den achtbaren heer de Broqueville overgelegd een omstandig verslag over het ontwerp van wet tot aanstelling van ambtenaren der rechterlijke politie en eerlang zal een verslag over de landelijke politie klaar zijn ; de Middenafdeeling

(1) De statistieken melden 46 t. h., maar bedoelen slechts enkele jaren en betreffen dus niet alle recidivisten.

drukt den wensch uit, dat beide ontwerpen ten spoedigste aan de dagorde der Kamer komen.

Het zal echter niet volstaan eene rechterlijke politie in te stellen met meer uitgestrekte bevoegdheid en eene hoofdleiding uitgaande van den Procureur generaal.

Gerechtelijke opsporing wordt eene ware wetenschap, die dient te onzent te worden ingevoerd.

Op het criminologisch Congres te Turijn, in 1906, werd verklaard dat het noodig was een bijzonder onderwijs voor gerechtelijk wetenschappelijke opsporing tot stand te brengen ten behoeve van magistraten, politie-officiëren en wetsdokers. De politie-wetenschap wordt onderwezen ter hoogeschoolen van Graz, Lausanne, Bukarest, Lyon, Rome, Ferrara, Sienna.

Sedert het jaar 1905, wordt het « diploma voor persoonsbeschrijving » geëischt van de politiebeambten der stad Parijs; met het oog op het toekennen van dat brevet wordt een volledig onderwijs gegeven, vergende veertig tot vijftig lessen, elk van een uur. De leergang in wetenschappelijke politie wordt te Lausanne gevolgd door hen die magistraat aan het Parket, rechter van instructie, wetsdokter willen worden.

Bijzondere lessen worden gegeven aan het personeel der politie.

De handelingen, ja, het bestaan zelf van de wetenschappelijke politie zijn ten eenenmale of nagenoeg onbekend bij tal van personen, die ze in hunnen stand dagelijks konden ten nutte maken om de waarheid te ontdekken; dat mag niet langer duren ⁽¹⁾.

Hoevel de dwalingen van een al te theoretisch ⁽²⁾ onderwijs dienen vermeden te worden, toch mag niets worden verwaarloosd om ons zoo goed mogelijk te beveiligen tegen de steeds meer vernuftige, verbeterde, ja meer wetenschappelijke stelsels der misdadigers van dezen tijd.

Op dat gebied, behoort door ons eene echte leemte te worden aangevuld, want wij houden ons nog aan eene ouderwetsche, uiterst belachelijke wijze van persoonsbeschrijving. Ziehier twee stukken, komende van eene gevangenis uit West-Vlaanderen, onder dagteekening van 27 October 1908, betreffende twee beklaagden :

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Persoonsbeschrijving.

	1 ^e beklaagde.	2 ^e beklaagde.
Haar	bruin	bruin.
Gelaat	regelmatig	regelmatig.
Voorhoofd	gewoon	gewoon.
Wenkbrauwen	bruin	bruin.

(1) Dr Reis, leeraar in wetenschappelijke politie aan de Hoogeschool te Lausanne, *La police scientifique au XX^e siècle*.

(2) Zie *Rivista penale*, Maart 1905.

Oogleden	invallend	invallend.
Oogen	bruin	grijs.
Neus	gemiddeld	smal.
Mond	gemiddeld	gemiddeld.
Bovenwangen	overdekt	uitstekend.
Kin	rond	rond.
Ooren	klein, plat	plat, klein.
Hals	gemiddeld	gewoon.
Aangezicht	ovaal	ovaal.
Kleur	gezond	gezond.
Lijvigheid	gewoon	gewoon.
Bijzondere teekens	geen	geen.

Terwijl sedert jaren, dank zij den heer Bertillon, de persoonsbeschrijving of het gesproken portret bestaat, is het dan wel veroorloofd dat wij ons nog houden aan de middelen die in de oudheid werden aangewend?

Insgelijks is het noodig onze rechterlijke politie te laten beschikken over een stelsel tot vaststelling van de identiteit der misdadigers.

Daarvan bezitten wij niets. Hoogstens bestaat er te Brussel een officieus kantoor voor de vaststelling van de identiteit der misdadigers, volgens het stelsel van gerechtelijke anthropometrie, door den heer Bertillon uitgevonden.

Is te begrijpen dat er op het gebied van identiteitsvaststelling in de laatste jaren eenigszins geaarzeld werd: de voorstanders van gerechtelijke anthropometrie stonden tegenover de verdedigers van het vingerafdrukkenstelsel, en de vraag ontstond, welke van beide stelsels zou zegevieren.

Thans kan daarover een oordeel geveld worden.

Men weet dat de gerechtelijke anthropometrie of de bertillonage hoofdzakelijk bestaat in de meting, met den passer, van zekere beenderige lengten, die worden ondersteld onveranderlijk te zijn vanaf den leeftijd van 21 jaar tot den hoogsten ouderdom. Deze metingen, overgeschreven op een kaartje, volgens eene redematige wijze, zijn te onderscheiden uit duizenden.

Dit stelsel heeft onschatbare diensten bewezen: te Parijs alleen kan men daardoor duizenden recidivisten ontdekken, die een valschen naam dragen. Nochtans levert dit stelsel de volgende bezwaren op: 1° het is weinig toepasselijk op jonge misdadigers en moeilijk op vrouwen; 2° leeftijd en ziekte kunnen veranderingen brengen in de gemeten lengten; 3° hij die de meting doet, moet bijzonder bekwaam en aandachtig zijn, daar onervarenheid en verstrooidheid jammerlijke vergissingen kunnen veroorzaken; 4° het stelsel kost duur: het vereischt een afzonderlijk personeel, bijzondere werktuigen, meubelen en lokalen; 5° de waarde, als aanwijzing, van het stelsel Bertillon is bijna nietig.

Het vingerafdrukkenstelsel laat toe op kaartjes de vingermarken te erkennen, door misdadigers achtergelaten, aldus eene handteekening leverende

welke niemand kan namaken. Het stelsel berust op deze tweevoudige onbetwiste wet : Geene twee menschelijke wezens geven gelijke vingerafdrukken, en bij een zelfden persoon blijven die afdrukken onveranderd van in de prilste jeugd tot aan den dood.

Dit stelsel van identiteitsvaststelling is eenvoudig, gemakkelijk, zeker en niet vatbaar voor vergissingen; daarenboven kost het zeer weinig.

Geen bijzonder afgericht meter is er noodig; geen toestellen, geen lokaal : drukinkt op een glazen plaat en een blad papier zijn voldoende.

Men beweert dat het vingerafdrukkenstelsel niet kan worden toegepast, indien de misdadiger zich door verbranding of wrijving de vingertoppen bederft; daarop kan worden geantwoord, dat uitgewischte afdrukken spoedig opnieuw voorkomen en dat daarenboven dergelijke list eene bijzondere aanwijzing zou worden om het ergste vermoeden te billijken.

De gerechtelijke anthropometrie wordt thans toegepast in Frankrijk, Zwitserland, Nederland, Spanje, Rumenië, Mexico.

Het vingerafdrukkenstelsel werkt in Engeland en Indië, in Denemarken, Zweden, Noorwegen, Egypte, Saksen, Italië, Portugal, Zuid-Amerika (Brazilië, Argentinië, enz.).

In Duitschland en Oostenrijk worden beide stelsels gebruikt.

In de landen waar gerechtelijke anthropometrie wordt aangewend, schijnt aarzeling te ontstaan, terwijl de andere geenszins van plan zijn te verzaken aan het vingerafdrukkenstelsel. In Frankrijk zelf werd de Academie van Wetenschappen geraadpleegd door den Minister van Justitie en zij bracht de volgende mededeeling uit :

« Het onderzoek van de vingerafdrukken volstaat om een stelselmatigen catalogus van identiteitsvaststelling te vormen. De drie verrichtingen, die samenwerken om de identiteit te bepalen : het opmaken, rangschikken en terugvinden van het kaartje, worden bijzonder vergemakkelijkt met Vucetich's stelsel van dactyloscopie.

» Het vingerafdrukkenstelsel levert boven alle andere stelsels dit voordeel op, dat het kan worden toegepast op personen van elken leeftijd : kinderen, jonge lieden, volwassenen, bijgevolg op jeugdige misdadigers, op de bevolking van de strafkoloniën zoowel als op de volwassen recidivisten. 't Is het minst kostbaar. De verrichting vraagt geen talrijk, langzaam af te richten personeel.

» Van dag tot dag treedt het meer in de plaats van de gerechtelijke anthropometrie.

» Het is aan te bevelen voor het opmaken van internationale kaartjes, waarvan gebruik zou gemaakt worden door de politie van alle beschaafde landen, ten einde gezamenlijk de misdadigers op te sporen. »

Dit besluit schijnt enkel betwist te zijn met het oog op de rangschikking van de kaartjes, naar het stelsel van Vucetich ⁽¹⁾.

(1) *Les empreintes digitales*, door professor Tomellini, van Genua (1909).

Uit deze beschouwingen is af te leiden, dat de Regeering niet moet aarzelen om dadelijk de noodige maatregelen te nemen ten einde in gansch het land de identiteitsvaststelling in te voeren door middel van het eenvoudig, zeker, goedkoop vingerafdrukkenstelsel ⁽¹⁾. Blijft te zien of het voor Brussel niet raadzaam ware een centraal gemengd stelsel te handhaven, zooals in Duitschland en Oostenrijk, voor gevaarlijke of uitheemsche misdadigers. Eindelijk, wellicht zou de Regeering het noodige initiatief kunnen nemen om eene internationale kaart tot stand te brengen.

*
* * *

Ook het vraagstuk der herhaling vergt de aandacht der wetgeving.

Volgens het stelsel van het Belgisch Strafwetboek, zijn de wettelijke voorwaarden van herhaling bepaald streng; ongehoord is het, dat herhaling van misdaad na wanbedrijf niet wordt voorzien, zoomin als herhaling na veroordeeling in den vreemde uitgesproken, hoe talrijk deze ook zijn! Herhaling van wanbedrijf na wanbedrijf bestaat slechts na veroordeeling tot ten minste één jaar gevangenisstraf, uitgesproken binnen vijf jaar vóór het nieuw misdrijf. Eindelijk, verzwaring van straf hangt enkel af van den wil onzer rechters ⁽²⁾.

De eerste gegevens van het op te lossen vraagstuk zijn: het merklijk uitbreiden van de wettelijke voorwaarden van herhaling, het uitvaardigen van strengere straffen, met verplichting voor de magistraten deze toe te passen.

Anderzijds zou men de herhaling redematiger moeten opvatten; met onze bestaande wetten, wordt bij de herhaling geen onderscheid gemaakt tusschen soorten van misdrijven of van overtredders.

Welnu, er zijn lieden die de gewoonte van bijzondere misdrijven hebben: gewelddaden, bedrog, handelingen tegen de zeden; dat zijn te duchten misdadigers, specialisten in bepaalde misdrijven. De verdorvenheid van die schadelijke menschen verwekt een erg algemeen gevaar; ten dienste der misdaad, besteden zij al de middelen van verworven ervaring, van eene toenemende handigheid; 't zijn professioneelen, ja, soms leeraars in de misdaad.

Het begrip van soortgelijke herhaling zou moeten doordringen in de wet. En dit slag van herhaling dient inzonderheid onwrikbaar streng te worden gestraft.

Doch 't ware al te gewaagd staande te houden, dat alleen door strengere

(1) Zie de uitmuntende studiën van Dr Stokis, den bevoegden verdediger van het vingerafdrukkenstelsel in België: *L'identification judiciaire*, 1908. — *Quelques cas d'identification*, 1908. — *La fiche belge d'identité judiciaire*, 1908. — Zie ook BERCHER, *La police scientifique au XX^e siècle*, 1907. — *L'identification des récidivistes*, Locard (1909).

(2) Zie echter art. 543, Strafwetboek, art. 553, *Id.*, art. 433, *Id.*; *Boschwetboek, de Jachtwet, de wet op de openbare dronkenschap*, enz.

straffen het kwaad kan ingetoomd worden; terecht kon worden beweerd, dat de toenemende herhaling minder bewijst dat de wet schipbreuk leed, dan wel dat ons celgevangenisstelsel onmachtig is.

De recidivist is een gewoon kostganger onzer gevangenhuizen; hij vreest ze niet, wordt er goed gehuisvest, eet er lekkere soep en heeft er een warm vuur. Als gepaste, doelmatige maatregelen tot maatschappelijke bescherming worden aangeprezen een strenger cel-stelsel, opsluiting in bijzondere gestichten na afloop van de straf.

In zijne openingsrede op 4 October 1904, drukte de advocaat-generaal Melot het gevoelen uit, dat zoodra België eene kolonie zou bezitten, de straf van relegatie, van verbanning diende te worden opgenomen in onze strafwetten.

Een wetsontwerp, door den heer Van den Heuvel overgelegd op 8 Mei 1906, bepaalt strengere straffen tegen recidivisten; een ander ontwerp, uitgaande van ons betreurd medelid, den heer Devigne, voorziet onbepaalde opsluiting van onverbeterlijke recidivisten, niet als straf, maar als een maatregel van veiligheid en tucht. Daarin liggen de noodige gegevens tot eene volledige en grondige beraadslaging.

*
* *

Eindelijk, om deze middelen tot wering van de misdaden aan te vullen, moeten wij met bijzondere bezorgdheid denken aan de geschikte maatregelen om de kinderen te beschermen: dat zijn wellicht meer doelmatige voorkomende maatregelen dan al de andere.

De achtbare heer Colaert legde onlangs ter tafel een belangrijk verslag over het ontwerp van wet tot kinderbescherming: in dit goed bestudeerd ontwerp wordt gehandeld over ontzetting van de vaderlijke macht, over gerechtelijke maatregelen tegenover jonge misdadigers; het bepaalt strenge straffen wegens misdaden en wanbedrijven tegen de zedelijkheid, de zwakheid der kinderen en beschermt deze tegen werkgevers, die misbruik maken van hunnen jeugdigen leeftijd om hun overdreven arbeid op te leggen.

Dit ontwerp is eene degelijke aanvulling van de ontwerpen op de rechterlijke politie en op de herhaling.

Dus ligt het in de macht der Kamer, die hare werkzaamheden regelt naar goedvinden, zeer gewichtige wetten te behandelen en uit te vaardigen, wetten strekkende tot het behoeden van het land tegen den steeds wassenden vloed der misdaden.

Moge de wetgeving zich zoo spoedig mogelijk dergelijke inspanning getroosten!

*
* *

In de Middenafdeeling werd opgeworpen het zeer ernstige vraagstuk van de herziening der wetboeken.

Een lid was van oordeel dat die zaak een ernstig onderzoek verdient: hoe aanzienlijk dit werk ook weze, toch mag men den moed niet opgeven,

niet zeggen dat de wetgeving machteloos is en dat er moet worden uitgezien naar eene parlementaire werkwijze om tot een goeden uitslag te geraken. Aan den verslaggever werd de last opgedragen te onderzoeken hoe men in andere parlementen het groot werk der codificering had volvoerd.

Behoort het Burgerlijk Wetboek te worden herzien?

Het Wetboek van Napoleon is meer dan eene eeuw oud en dient te worden herzien. Al moet men dit merkwaardig monument wel niet schokken tot in zijne grondvesten, toch dient het ernstig te worden hersteld, daar waar het niet meer beantwoordt aan den toestand der samenleving, aan de economische feiten in eene nieuwe eeuw.

Toch komen sommigen, en wel onder de meest bevoegden, krachtdadig op tegen elk denkbeeld van herziening : « 't ware gek, schrijft de heer Planiol, het kasteel te sloopen om enkele balken te veranderen ⁽¹⁾ », het privaat recht heeft geen behoefte aan een nieuw wetboek, zeggen op hunne beurt de heeren Glasson, Boistel, Gaudemet, Guillouard ⁽²⁾.

Deze meening, welke het gevolg schijnt te zijn van een gevoel van wantrouwen ten aanzien van onze wetgevende vergaderingen, doodgeverfd als onbekwaam of onbedreven, zijn vooral toegedaan de bespiegelaars van de Historische School, verachterde bestrijders van elke codificering. Zij beweren dat het privaat recht de zeden en gewoonten eens lands moet weerspiegelen, en, vermits zeden en gewoonten zich gestadig ontwikkelen en omzetten, ware het ongerijmd ze kunstmatig vast te klinken in onveranderlijke formules. Anderen, minder doctrinaal, houden zich bij de feiten en beweren dat het Burgerlijk Wetboek onveranderlijk jong blijft, dank zij eene rechtspraak die met den vooruitgang medegaat. « De rechtbank van » Château-Thierry, schrijft de heer Planiol, heeft niet het monopolie van » pretoriaansche oplossingen : zij staat enkel de voorste in de rij. Het Hof » van Cassatie is voor haar een bescheiden, doch ernstig mededinger ⁽³⁾. »

En tot staving van deze stelling, haalt men vonnissen aan, die juist het tegendeel zeggen van wat er staat in de artikelen van het Wetboek, de beslissingen waarbij schadevergoeding wordt toegekend, ondanks artikel 340 dat het onderzoek naar het vaderschap verbiedt, eene vaste rechtspraak, die vóór de ongevallenwet het stelsel van omgekeerd bewijs voorbereidde en wellicht dit van het beroepsgevaar zelf.

Eigenlijk gaat de stelling van hen, die de herziening van het Burgerlijk Wetboek bestrijden, uit van het leerstelsel van Savigny wiens school, naar het schijnt, verdwenen is, vooral nu in Duitschland zelf het privaat recht is gecodificeerd. Neemt men aan, dat de rechtspraak « eene onmiddellijke, rechtstreeksche bron van het recht » wordt; stelt men de rechtbanken in

⁽¹⁾ MARCEL PLANIOL, *Inutilité d'une revision générale du Code civil.*

⁽²⁾ GLASSON, *Codification au XIX^e siècle.* — BOISTEL, *Code civil et la philosophie du Droit.* — EUG. GAUDEMET, van de faculteit van Dijon. *Revision du Code civil.*

⁽³⁾ M. PLANIOL, *Ibid.*

de plaats van de wetgevers en de arresten in de plaats van de wetsteksten, dan werpt men ineens de grondslagen van het hedendaagsch openbaar recht omverre, verwekt men gevaarlijke dualiteit tusschen wet en recht, komt men terug tot de pretoriaansche edicten.

In België werd evenwel het Burgerlijk Wetboek met meer bestendigheid uitgelegd ⁽¹⁾, de « vooruitstrevende rechtspraak » bloeide niet zoozeer te onzent als in Frankrijk, doorgaans bleven onze rechtbanken meer gehecht aan den tekst van het Wetboek van Napoleon.

Moet men daaraan toeschrijven dat men het in België over 't algemeen eens is over het nut van eene herziening?

Zoo de heer Bara, Minister van Justitie, in 1879 den heer Laurent belastte met het opmaken van een voorloopig ontwerp van Burgerlijk Wetboek; zoo de Regering in 1884 aan eene Commissie van een en twintig leden de zorg opdroeg om de in het Burgerlijk Wetboek te brengen wijzigingen voor te bereiden, schijnt het wel dat men het volkomen eens was over het nut van die herziening.

Die Commissie heeft thans haren arbeid voltrokken; de bouwstoffen liggen gereed, het parlementaire werktuig kan in gang worden gezet; wij komen juist intijds om de kostbare vruchten der jongste codificeeringen, in Duitschland en Zwitserland tot stand gebracht, in Hongarije ontworpen, te plukken.

Overigens kan het volstaan een oogslag te werpen op het Duitsch en op het Zwitsersch Burgerlijk Wetboek, om een begrip te hebben van den afgelegden weg en van de verwezenlijkte nieuwigheden.

De gehuwde vrouw, die door het Wetboek van Napoleon met krankzinnigen en minderjarigen was opgenomen in de juridische groep der onbevoegden, herkrijgt het recht van elk menschelijk wezen om eene eigen persoonlijkheid te bezitten. Het beginsel van gelijke bevoegdheid der echtgenooten wordt getemperd door de rechten van zedelijken aard, die de wet toekent aan den man in het beheer van de echtelijke gemeenschap, en door de rechten van geldelijken aard, die door het stelsel van het contract den man kunnen toegekend worden. Beter in overeenstemming met de vormen van den hedendaagschen rijkdom en met den tegenwoordigen toestand der samenleving, is de macht van den man over de gemeenschap beperkt; hij kan niet naar willekeur beschikken over de gemeenschappelijke waarden, noch vrijelijk goederen vervreemden, die zijne vrouw heeft ingebracht ⁽²⁾.

Waar geen contract bestaat, is het huwelijksstelsel niet meer onze doorstrenge wettelijke gemeenschap, maar wel de vereeniging van de goederen, met haar tweevoudig beginsel van scheiding ten aanzien van den eigendom en eenheid ten aanzien van het beheer.

De gehuwde vrouw behoudt hare volle rechten op hare winst en loon,

(1) J. VAN BIERVLIET, *L'interprétation belge du Code civil.*

(2) *La femme mariée allemande.* L. Lyon, Caen (1903).

bij de wet beschouwd als voorbehouden goed ; dergelijke goederen bestaan overigens onder alle stelsels.

Het huwelijkscontract kan gesloten worden na zoowel als vóór de voltrekking des huwelijks, zonder dat het, in het eerste geval, nadeel mag berokkenen aan derde personen.

Ziehier eene gansche wetgeving betreffende de familie :

Een familiegerecht is ingesteld ; de juridische grondslag van zijne bemoeiing is het oorspronkelijk leerstelsel van *misbruik van het recht* ; zoo kan de rechter, ingeval van wangedrag des echtgenoots, of verkwisting van zijnentwege, bevelen dat de schuldenaars der echtgenooten zullen betalen in handen van de vrouw ; evenzeer kan de rechter tijdelijk het te zamen wonen schorsen, en deze maatregelen worden ingetrokken op aanvraag van een der echtgenooten, wanneer de oorzaken, waarom ze genomen werden, niet meer bestaan.

Bij het overlijden van een der echtgenooten kan de gemeenschap worden voortgezet tusschen den overlevenden echtgenoot en de kinderen, uit het huwelijk gesproten, en blijft de uitoefening van de erfrechten geschorst ; bloedverwanten kunnen ondereen eene verlengde onverdeeldheid bedingen om gezamenlijk eene nijverheid of een eigendom winstgevend te maken ; er bestaan familiestichtingen, familie-toevluchtsoorden (eene verscheidenheid van het *homestead*), onvervreemdbaar en onaantastbaar.

De overlevende echtgenoot wordt erfgenaam, hij kan bij laatste wilsbepaling het vruchtgebruik krijgen van al de goederen die zijn voorbehouden aan de gemeenschappelijke afstammelingen.

Het volstrekte recht op het voorbehouden gedeelte bestaat niet voor den erfgenaam die een misdrijf tegen den overledene pleegde, zijne familieplichten miskende, in staat van kennelijk onvermogen verkeert.

Eene erfenis wordt ondersteld verworpen te zijn, indien het onvermogen van den overledene algemeen was bekend of werd vastgesteld bij zijn overlijden.

Aan den ruwen regel : « niemand is verplicht in onverdeeldheid te blijven », worden belangrijke beperkingen toegebracht : De rechter mag bevelen dat de verdeeling voorloopig zal geschorst blijven, indien de waarde der goederen merkkelijk mocht verminderen door eene onmiddellijke vereffening. De erfflater kan de regelen voorschrijven, die zijne erfgenamen moeten in acht nemen bij de verdeeling en de samenstelling der loten. De rechter kan beslissen dat de goederen der erfenis niet in openbare veiling komen, doch enkel onder de erfgenamen worden verkocht.

Bestaat er onder de te verdeelen goederen eene landbouwonderneming, zoo kan deze, voor het bedrag van hare waarde, worden toegekend aan diengene van de erfgenamen die ze aanvraagt en het best in staat schijnt zich daarmede te belasten.

Naast den medeëigendom komt de gemeenschappelijke eigendom, die in beginsel de in gemeenschap levenden eerst machtigt te beschikken over het onverdeelde goed na eene eenparige beslissing en met uitsluiting van het

recht om te beschikken over een aandeel, zoolang deze onverdeeldheid voortduurt, als daar zijn : de erfgenamen vóór de verdeling, de echtgenooten onder het beheer van gemeenschap.

De overdracht van den onroerenden eigendom geschiedt enkel bij inschrijving in het register voor grondeigendom.

Naast de hypotheek komen nieuwe types: de onroerende waarde wordt roerend gemaakt. De *hypotheekcedel*, die in den grond eene hypotheek op zichzelf is, waarborgt eene persoonlijke schuldvordering, bestemd om te worden verhandeld. De *rentebrief*, die alle persoonlijke verbintenis uitsluit, drukt niet eens de oorzaak van de schuldvordering uit : Hij is een geldswaardig papier, bij zijn tot-stand-komen bekleed met het beding aan order of aan toonder, dat kan worden overgemaakt bij wijze van endossement of overgave van titel. De rentebrief, zeer eenvoudig van bewerking, wordt door den bewaarder van het register voor grondeigendom afgegeven voor eene waarde die de officieele schatting van den eigendom niet mag overschrijden. Deze nieuwigheid wordt beschouwd als een kostbaar middel van krediet ⁽¹⁾.

De burgerlijke en zedelijke personen, — van welke het Wetboek van Napoleon niet gewaagt — zijn gerangschikt onder bijzondere opschriften en bekleed met de macht « om al de rechten te verwerven, al de verbintenissen aan te gaan die niet onafscheidbaar zijn van de natuurlijke gesteldheid van den mensch, als daar zijn: geslacht, leeftijd of bloeverwantschap ⁽²⁾ » .

Wat al nieuwe, nauwkeuriger of duidelijker denkbeelden in zake van verbintenissen en van bezit vindt men in het Duitsch en Zwitsersch nieuw privaatrecht!

Voorzeker zijn er onder deze hervormingen die kunnen betwist worden; 't kan zelfs dat men ze niet voor gansch nieuw houdt ⁽³⁾; voorzeker hebben fragmentarische wetten te onzent vele leemten aangevuld ⁽⁴⁾, maar toch blijft dit waar, zooals de heer Saleille zegt: « het oogenblik der hervormingen is aangebroken; tijd verliezen ware voortaan onherstelbaar ⁽⁵⁾ » .

*
* *

Dient het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging te worden herzien?

Hierover zijn allen het eens. Met haar overdreven formalisme, hare gevallen van nietigheid, hare vervallenverklaringen, hare strenge uitzonderingen, soms zelfs ambtshalve en ondanks partijen opgeworpen, schijnt de burgerlijke rechtspleging, ingesteld bij het Wetboek van 1806, in onze

(1) GUILLOUARD, *Le régime hypothécaire du Code civil*. — BUFNOIR, *Procès-verbaux de la Commission du cadastre*, aflev. V, bl. 512.

(2) ART. 53, *Zwitsersch Burgerlijk Wetboek*.

(3) BOISTEL, *Le Code civil et la philosophie du droit*.

(4) G. VANDENBOSSCHE, *Le Code civil en Belgique*. (Réforme sociale, 1904.)

(5) SALEILLE, *Étude du droit civil allemand*, voorwoord.

wetgeving als 't ware een zonderling en tevens schadelijk anachronisme. Men begrijpt de bijtende, zenuwachtige aanvallen, gericht tegen het Wetboek van 1806; « hoe zou men deze wreede rechtsplegingen niet haten! ⁽¹⁾ », roepen sommigen uit. « 't Is een gedenkteeken, opgericht voor vitterij en oneerlijkheid ⁽²⁾ », zeggen anderen.

Doorgaans weet men niet, dat de rechtspleging voor onze burgerlijke rechtbanken twee en een halve eeuw oud is. Trouwens, de Commissie, in 1806 belast met het voorbereiden van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, zegt in haar verslag letterlijk, dat de bepalingen van het ontwerp, in zake van de formaliteiten der burgerlijke rechtspleging voor de rechtbank van eersten aanleg, niets tot stand brengen en zich verlaten op de ordonnantie van 1667 ⁽³⁾.

De herziening van dit verouderd Wetboek staat in nauw verband met het vraagstuk der gerechtskosten, waarover terecht is geklaagd en waarvoor de oplossing met ongeduld wordt verbeid.

Het openbaar belang vergt talrijke vereenvoudigingen, vooral voor weinig aanzienlijke geschillen; toch mag men Napoleon's gezegde in den Raad van State niet vergeten: « de vormen zijn de noodzakelijke waarborg van het bijzonder belang ».

Sedert 1869 bestaat er een ontwerp tot herziening van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, met eene memorie van toelichting door den heer Albéric Allard; een deel werd daarvan afgezonderd en maakt de wet van 1876 op de bevoegdheid uit; sedert werd niets meer verricht.

In Frankrijk werd den 25^e October 1878 een volledig ontwerp tot herziening van het Wetboek overgelegd door Mr. Antonin Dubost.

Wat elke herinrichting van onze burgerlijke rechtspleging schijnt te stremmen, is het behoud of de afschaffing der avoués. De Middenafdeeling heeft dat punt onderzocht; de getrouwe weerspiegeling van het gevoelen harer leden schijnt deze te zijn: de vereenvoudiging der rechtspleging is nauw verwant aan de afschaffing der avoués; doch zoolang de rechtspleging blijft wat zij thans is, is het afschaffen van de avoués niet mogelijk, ten minste bij de groote baliën.

Men kan zich niet ontveinzen, dat de afschaffing der avoués zeer wordt betwist. Is er niet, met bewijsredenen die de aandacht verdienen, beweerd dat de afschaffing der avoués eigenlijk de afschaffing van de advocaten beteekent?

« In zijn kabinet, vervormd tot kantoor van zaakhandelaar, zal de advocaat moeten omringd zijn door klerken, belast met het schrijven van de processtukken. Hij zal klerken aanstellen, die hij moet betalen, waarop hij toezicht zal uitoefenen; hij zal hunne geschriften moeten nazien, ze onder-

(1) CAMILLE ROUSSEL, *La justice belge au début du XX^e siècle*.

(2) CHARLES DOUXCHAMPS, *De la profession d'avocat et d'avoué*.

(3) LOCRIÉ, *Législation civile de la France*, d. XXI, bl. 18.

teekenen en beteekenen. Tot groot nadeel van de gewichtigste zaken, zal hij zich moeten inlaten met duizenden vraagstukken van termijn en datums. Hij zal het regelen van de zaken moeten bijwonen, tevens ter rechtbank en voor het Hof moeten verschijnen, handelen over vragen om uitstel. Hij zal de griffies afloopen, de afschriften bespoedigen, de deurwaarders betalen, de registratie- en griffierechten kwijten. Bij een getuigenverhoor zal de advocaat, overlast door duizenden bijzonderheden, de zaak zelf verwaarloozen om den vorm te redden. Te zijnent zullen al de deurwaarders beteekeningen geschieden, de regeling van taxen en kosten eischen; hij zal eene boekhouding moeten voeren en registers hebben. Is dat niet eigenlijk de afschaffing van den advocaat, afgewend van zijne zending, van zijne studie, van zijne bezorgdheid om juridische en wetenschappelijke vraagstukken ⁽¹⁾? ».

Hoe het ook zij, het behoud of de afschaffing van de avoués is de spil waarop elke herziening van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging moet draaien.

Het verslag van den heer Albéric Allard, in dato van den 28^e November 1876, besluit tot afschaffing van de avoués.

De Middenafdeeling uit den wensch, dat de herziening van de burgerlijke rechtspleging haar beslag moge krijgen in den zin van eene groote vereenvoudiging der rechtsvormen, bijgevolg van eene merkelijke vermindering der gerechtskosten; zij is van meening dat de afschaffing van de avoués, die met het bestaande stelsel moeilijk schijnt, zich noodzakelijk zal opdringen met een nieuw stelsel, vrij van alle verouderd formalisme.

*
* * *

Dient het Wetboek van Strafvordering te worden herzien?

Wat al hoogst gewichtige vraagstukken betreffende de sociale regeling, de eer en de vrijheid der burgers rijzen hier op! Sommige gedeelten van het Wetboek van Strafvordering vergen geene spoedeischende verbeteringen, bij voorbeeld wat betreft het eindonderzoek en het behandelen van strafzaken. Toch wees een lid in de Middenafdeeling op de volgende punten: verplichting om de boetstraffelijke vonnissen te omkleeden met redenen, verplichting om de getuigen te hooren in hooger beroep, opneming van arbeiders in de jury. Daarbij kan worden gevoegd: verbod voor de magistraten, die zich met het onderzoek eener zaak bezighielden, over deze uitspraak te doen.

Voor de voorbereidende strafrechtspleging is eene ernstige hervorming noodig. 't Is niet meer mogelijk dat een burger, van 't oogenblik dat hij beschuldigd of beklaagd is, weerloos wordt overgelaten aan de willekeur van den onderzoeksrechter; niemand verlangt nog langer het voorbereidend

⁽¹⁾ *Belgique judiciaire*, 1867, blz. 411.

onderzoek gesteund te zien op een volstrekt stelsel van inquisitie, met geheime werking, zonder toezicht en zonder beroep, een ouderwetsch overblijfsel van de ergste koninklijke ordonnantiën van het oud Fransch regiem.

Over deze hervorming wordt hevig geredetwist : het beschuldigend stelsel en de Engelsche wetgeving, het inquisitoriaal contradictoir stelsel en de Fransche wetgeving, verscheidene gemengde stelsels vinden evenveel overtuigde verdedigers. Dit zelfs bewijst dat het vraagstuk, op den keper beschouwd, rijp is om voorgoed behandeld te worden. Zou men te veel verwachten van de bevoegdheid des wetgevers, als men onderstelt dat hij onder dat alles eene billijke oplossing zal vinden, welke rekening houdt én met de noodwendigheid der beteugeling én met het belang van de burgerlijke vrijheid?

Reeds den 5ⁿ Maart 1850 werd ingesteld eene Commissie, gekozen buiten de leden van het Parlement en belast met de herziening van het Wetboek van Strafvordering; hare verslagen zijn onderteeekend door Nypels, Dubois, Delecourt. De Kamer, bij welke dit ontwerp aanhangig werd gemaakt, verwees het naar eene Bijzondere Commissie, waarvan, meenen wij, de achtbare heer Woeste de eenige nog levende is.

Drie en twintig verslagen, van 1878 tot 1884 opgesteld door den heer Thonissen, werden overgelegd : alleen de artikelen 1 tot 28, die den inleidingstitel uitmaken, maken de wet van 17 April 1878 uit. Niet zonder bitterheid denkt men aan dien overgrooten arbeid van een uitstekend medelid, een befaamd criminalist, aan zooveel tot hiertoe nutteloos opgehoopt werk.

Op 24 Februari 1902 diende de Regeering bij de Kamers een wetsontwerp in, bevattende titel II en III, boek I van het Wetboek van Strafvordering, met memorie van toelichting door den heer Van den Heuvel, Minister van Justitie.

Zijnerzijds legde de achtbare heer Janson op 24 Maart 1901 ter tafel een wetsvoorstel op het contradictoir onderzoek in strafzaken.

De Kamer staat dus tegenover een gezamenlijk werk, dat haar veroorlooft, zoodra zij zal willen, eene wet op dit belangrijk gebied klaar te maken.

*
* *

Hoe nuttig ook, is de herziening van de wetboeken in België mogelijk?

Stellig is het, dat dit werk niet moet worden verwacht van de Kamer, zooals zij thans werkt. In eene vergadering, waar spreekziekte onverbeterlijk wordt, kan niet worden gedacht aan een werk van zulken omvang. Er is iets anders noodig en de Middenafdeeling heeft er zich op toegelegd het te ontdekken.

CODIFICERING VAN HET DUITSCH BURGERLIJK RECHT.

Den 2ⁿ Juli 1874, benoemde de Bondsraad eene Commissie van 11 rechtskundigen, om een ontwerp van Burgerlijk Wethoek voor te bereiden; het werk was voltrokken na dertien jaar en werd uitgegeven met 3 boekdeelen stavingsmiddelen; dit alles beslaat 12,312 foliobladzijden.

Het ontwerp gaf aanleiding tot talrijke critische studiën, welke de Bondsraad verzamelde en in zes boekdeelen liet drukken.

In April 1891 werd eene nieuwe Commissie van 22 leden ingesteld om het ontwerp en de daarover uitgebrachte bezwaren te onderzoeken. Deze nieuwe Commissie werkte bij wijze van amendementen op het eerste ontwerp en het opmaken van een tegenontwerp besloot hare werkzaamheden na vier jaar, in Juni 1895. Iets wat belangwekkend is, elk gedeelte van den arbeid dezer Commissie werd geleidelijk in 't licht gegeven en aldus onderworpen aan een onderzoek, uitgeoefend terzelfder tijd als de werkzaamheden der Commissie. Den 27ⁿ Januari 1896 werd het ontwerp overgemaakt aan den Reichstag; deze onderwierp het aan eene grondige beraadslaging en verwees het ontwerp naar eene Parlementaire Commissie, die, na vijf maanden, den 1ⁿ Juni 1896 haar verslag aflegde.

In dit verslag werden opgegeven al de amendementen, bij de Commissie ingekomen, door haar goedgekeurd of afgewezen, met memorie van toelichting gestaafd. Zoodat al het nuttig werk werd verricht in de Commissie, dat in haar midden al de rechtskundige hervormingen, door den Reichstag ingevoerd, ontstonden.

De beraadslaging in het Parlement ving aan veertien dagen na mededeeling van het verslag; zij duurde tien dagen: enkel het vraagstuk van de echtscheiding gaf aanleiding tot een schitterenden redetwist onder de voornaamste sprekers van de onderscheiden groepen; iedereen roemt den praktischen aard en de betamelijkheid van de uitgesproken redevoeringen, oprecht waardig van een groot parlement.

Een enkel amendement op het ontwerp der Commissie werd aangenomen: nadien werd bevonden dat het doorslecht was. De Reichstag heeft een aanzienlijk werk voltrokken: 't is de samenvatting van gansch de rechtskundige beweging der Duitsche wetenschap sedert eene eeuw en men is het eens om te verklaren dat over de vraagstukken van patrimoniaal recht, recht van verbintenissen en zakelijk recht, de Duitsche burgerlijke wet een aanzienlijke vooruitgang is, eene goede toepassing van het recht op de tegenwoordige economische noodwendigheden ⁽¹⁾.

Wat de wijze van codificering in den Reichstag kenmerkt, is dat de Parlementaire Commissie was samengesteld uit afgevaardigden behoorende tot de voornaamste groepen, gelast hare desiderata te verdedigen; dat, als

(1) C. BUENOIR, *Code civil allemand*, vertaald en aangeteekend, 1903, d. I.

eenmaal de beslissingen waren genomen in den schoot der Commissie, de groepen of partijen er zich bij nederlegden, behoudens in den Reichstag, bij monde van een harer leden, de opmerkingen of het verzet uit te brengen dat behoorde. Aan de tucht, die de afgevaardigden van den Reichstag zich oplegden, dankt men deze wetgeving van privaatrecht waarop de Duitschers fier zijn en die de bewondering van Fransche rechtskundigen als Bufnoir en Saleille verwekte.

CODIFICERING VAN HET ZWITSERSCH BURGERLIJK RECHT.

Het nieuw Burgerlijk Wetboek van den Bond werd in December 1907 goedgekeurd om op 1 Januari 1912 in werking te treden.

't Is in 1892 dat het hoofd van het bondsdepartement van justitie den heer Eug. Huber, professor aan de Hoogeschool te Bern, opdracht gaf tot het opstellen van een ontwerp van Burgerlijk Wetboek voor Zwitserland.

Den 15ⁿ November 1900 werd dit werk als voorontwerp overgemaakt aan eene Commissie, buiten de leden van het parlement gekozen.

Deze Commissie behandelde het ontwerp van den heer Huber in vier zittingen, gehouden te Lucern, van 7 tot 30 October 1901, te Neuchâtel, van 3 tot 27 Maart 1902, te Zurich, van 3 tot 15 November 1902 en te Geneve, van 15 April tot 2 Mei 1903.

De heer Huber bewerkte voor die Commissie eene memorie van toelichting in een boekdeel van 767 bladzijden.

Dit voorontwerp, omgewerkt en aangevuld door een inleidenden titel en een slottitel, werd den 28ⁿ Mei 1904 door den Bondsraad onderworpen aan de Kamers.

Eene Parlementaire Commissie werd benoemd; zij legde ter tafel een verslag bevattende den tekst aangenomen door de meerderheid van de Commissie en, in kantschrift, de afgewezen amendementen.

't Is in de Bijzondere Commissie dat het recht van amendement vooral werd uitgeoefend.

De beraadslaging over het Burgerlijk Wetboek ving den 6ⁿ Juni 1905 in de bondsvergadering aan; de algemeene beraadslaging was heel kort. Het woord werd gevoerd door den voorzitter der Commissie, den Franschen verslaggever, den Duitschen verslaggever, den heer Huber die het ontwerp had opgemaakt, en vier andere sprekers; in dezelfde zitting ving de bespreking der artikelen aan, zoodat reeds des anderendaags, 7 Juni, was gestemd over de 105 artikelen van het Wetboek, waaronder de bepalingen betreffende de stichtingen.

Ter vergadering van 8 Juni kwam men aan het vraagstuk der echtscheiding. Acht redenaars voeren het woord en artikel 150 is aangenomen.

Aan het vraagstuk der scheiding van tafel en bed wordt de zitting van 19 Juni besteed.

Den 21ⁿ en 22ⁿ Juni worden behandeld en goedgekeurd de belangrijke

bepalingen betreffende het huwelijksbestuur, de voogdij, de vaderlijke macht bevattende de bescherming van zedelijk verlaten kinderen. In drie daaropvolgende zittingen maakt men — na eene doorgronde beraadslaging — een einde met het vraagstuk van het onderzoek naar het vaderschap, van de onwettige afstamming en van de familie; zoodoende geraakt men — na negen zittingen — aan het boek der erfelingen en heeft men 450 artikelen van het nieuw Wetboek afgehandeld.

Nooit, zelfs voor de belangrijkste en meest betwiste vraagstukken, waren er meer dan acht sprekers.

Het ontwerp, aangenomen door den Bondsraad, werd gevoelig gewijzigd door den Raad der Staten.

Na die stemmingen had plaats een belangwekkend werk, dat overigens in Zwitserland tot den regel behoort: *de eindherziening van de teksten*, ten einde in de wet samenhang, duidelijkheid en overeenkomst te behouden, wat zoo vaak in gevaar is gebracht door het recht van amendement ⁽¹⁾.

De met dit werk belaste Commissie bracht veranderingen in de teksten, werkte deze om en verplaatste ze: « hier, zegt de verslaggever, was » de uitdrukking zelve van den wil des wetgevers eenigszins duister; daar » bestonden lichte leemten en wij hebben ze aangevuld in den zin van » de beslissingen, door de Kamers genomen; verder was het noodig blijk- » bare strijdigheden weg te nemen, of, om minder ruimte aan betwisting » te laten, de door de bondsvergadering aangenomen teksten duidelijker uit » te drukken. »

Aldus omgewerkt, werd de tekst den 10^{en} December 1907 door de Kamers eenparig goedgekeurd.

De arbeid van den Zwitserschen wetgever wordt met den meesten lof beoordeeld; hij verwezenlijkt, zegt de heer Gaudemet, zonder te vervallen in overdrijving of droombeeld, onder de thans gevraagde hervormingen al de practisch mogelijke ⁽²⁾. Saleille, Geny, Leroy, in Frankrijk, Rumelin, Kohler, in Duitschland, wedijveren in lof en beschouwen het nieuw Zwitsersch Burgerlijk Wetboek als een der merkwaardigste gewrochten van hedendaagsche wetgevende techniek, ongetwijfeld minder wetenschappelijk dan het Duitsch Burgerlijk Wetboek, maar duidelijker en meer practisch.

HERZIENING VAN HET NEDERLANDSCH STRAFWETBOEK.

Toen de Nederlandsche Regeering de stemming van een nieuw Strafwetboek wilde volvoeren, verzocht zij de Kamers eene Parlementaire Commissie in te stellen tot onderzoek van het ontwerp. De Tweede Kamer der Staten-Generaal gaf gevolg aan dezen wensch en benoemde eene Commissie, waarin elke denkwijze was vertegenwoordigd. Het door deze Commissie

(1) L. DUPRIEZ, *Les ministres dans les principaux pays*, d. II.

(2) EUG. GAUDEMET, *Les codifications récentes* (1905).

opgemaakt ontwerp werd zorgvuldig bewerkt en gewijzigd en daarna onderworpen aan de beraadslagingen der Tweede Kamer, die juist vier dagen besteedde aan de beraadslaging en de stemming over gansch het Strafwetboek.

Iedereen weet overigens dat onze Noorderburen, wier practische zin gekend is, zoodra zij willen dat eene belangrijke wet er door komt, de parlamentszittingen geregeld verlengen tot laat in den nacht.

BESLUIT.

De herziening van de wetboeken, zoo nuttig, zoo gewichtig voor het algemeen welzijn, is een wetgevend werk dat onmiddellijk kan verwezenlijkt worden; om daartoe te geraken, zou het volstaan onze parlementaire wijze van werken eenigszins te veranderen en in den schoot van elke groep zekere tucht te doen ontstaan.

De Middenafdeeling is, na de zaak rijpelijk te hebben overwogen, van oordeel dat men tot een uitslag kan komen onder de volgende voorwaarden :

1^o Er zou eene Commissie worden samengesteld uit afgevaardigden van elke groep der Kamer, en het getal hunner zou in verhouding staan tot de sterkte van de groepen ;

2^o De ontwerpen, amendementen, beraadslagingen en stemmingen in die Commissie zouden worden bekendgemaakt zooals de beraadslagingen en stukken der Kamer ;

3^o Elk lid der Kamer zou het recht hebben, in de Commissie amendementen voor te stellen ;

4^o De beraadslagingen in openbare zitting der Kamer zouden bijzonder geregeld worden ; er zou namelijk worden bedongen, dat het recht van amendement evenals het recht om hoofdelijke stemming te vragen moet worden toegestemd door een aanzienlijk deel der vergadering. Insgelijks kan worden verstaan, dat, zoodra eene afdeeling van het Wetboek in beraadslaging komt, deze denzelfden dag moet afloopen.

Op deze besluiten vestigt de Middenafdeeling de aandacht van de Regeering en van de Kamer.

De onmacht der wetgeving wordt een stelregel ; iedereen roept om het meest dat het Parlement vervalt, dat het onbekwaam is, dat het gevaarlijk wordt er belangrijke wetten aan toe te vertrouwen ⁽¹⁾. « Thans ondervindt men in België, schrijft de heer Hanssens, eene onbetwistbare daling van het parlementair peil ⁽²⁾. »

(1) GLASSON, *La codification*. — LARNAUDE, *Le Code civil et la nécessité de sa revision*. — M. DEJACE, *Centenaire du Code civil*. — FÉLIX MOUREAU, *La revision du Code civil et la procédure parlementaire*.

(2) HANSSENS, professor bij de rechtsgeleerde Faculteit aan de Brusselsche Hoogeschool : *Le Code civil en Belgique*. — MARCEL PLANIOL, *Revision du Code civil*.

In dit streng oordeel ligt eene les, die stof tot nadenken geeft, en, moet men aannemen dat het kwaad groot is, vermits het wordt aangeklaagd door zooveel bevoegde mannen, toch is het niet ongeneeslijk. Met een weinig tucht en nauwgezetheid, met meer eerbied voor het parlementair spreekgestoelte zou men kunnen terugkomen tot de heerlijke overleveringen van voorheen.

*
* *

Ten einde te handelen over al de voornamen vraagstukken, opgeworpen naar aanleiding van de Begroting van Justitie, hadden wij willen spreken over het gewichtig vraagstuk der hervorming van de openbare weldadigheid. Doch alles kan niet op één dag geschieden. Men zal overigens vinden dat er vooralsnu in het bovenstaande meer is dan het Parlement kan afdoen.

*
* *

Eenige beschouwingen van minder algemeen aard. — De toestand der griffiers bij de rechtbanken van koophandel vergt terecht de aandacht van den wetgever.

« De rechtbanken van koophandel worden vooral gewaardeerd omdat » zij de twee bestanddeelen vereenigen, die noodig zijn voor eene goede » rechtsbesteding : het handelselement, vertegenwoordigd door de rechters, » en het rechtskundig element, vertegenwoordigd door den griffier (1). »

Dit blijkbaar juist oordeel brengt mede dat het noodzakelijk is den griffier te begrijpen in de samenstelling der rechtbank ; het is hoogst onlogisch de griffiers der rechtbanken van koophandel gelijk te stellen met die van de burgerlijke rechtbanken. Derhalve zou men ze moeten bekleeden met het ambt en de waardigheid der magistratuur en hun beraadslagende stem geven in de rechtbank ; aldus zouden zij rechtersbijzitters zijn bij de rechtbanken van koophandel.

*
* *

In een verzoekschrift wordt door de notarissen van West-Vlaanderen in alle billijkheid geprotesteerd omdat zij stelselmatig zijn uitgesloten van de notarieele benoemingen ten zetel van het Hof van Beroep ; zij doen aanmerken dat thans, op acht en twintig notarieele studiën te Gent, *niet ééne* is bekleed door een notaris die zijn ambt heeft uitgeoefend in West-Vlaanderen. Die toestand is onregelmatig en waarlijk onrechtvaardig ; daar de wet notarissen van 4^e klasse instelt, die mogen werken binnen gansch het gebied van het Hof van Beroep, eischt de billijkheid dat de notarissen van 4^e klasse niet

(1) Verslag van den heer Van Zuylen, voorzitter der Rechtbank van koophandel, te Luik.

uitsluitend en stelselmatig worden verkozen alleen in de provincie waar het Hof van Beroep zijn zetel heeft, maar wel in elke van de twee provinciën die tot het gebied behoren. De klacht der West-Vlaamsche notarissen is dus volkomen gegrond, en wij vertrouwen dat de Minister van Justitie ze zal aanhooren.

Evenzeer dienen in overweging te worden genomen zekere verzoekschriften betreffende de werving van de notarissen; het algemeen belang eischt dat deze gewichtige ambten zooveel mogelijk worden toevertrouwd aan verstandige titularissen, die bepaald bewijzen van bekwaamheid leverden.

*
* *

De bedienden ter griffiën vragen om te worden geplaatst op gelijken voet met de bedienden bij de parketten voor de verhooging van jaarwedde : men zou hun om de drie jaren de verhooging van 200 frank moeten toestaan, in stede van 100 frank om de twee jaren.

Wat betreft de parketsbedienden, dient in aanmerking te komen dat het besluit van 28 September 1903 in ruime mate de secretarissen der parketten en de hoofdcommiezen begunstigde. Doch de commiezen blijven uitgesloten van de weldaad der nieuwe bepalingen. Daar er weinig bevordering is te hopen voor twee derden van de commiezen bij de parketten, die niet secretaris of hoofdcommies kunnen worden, moet men toch bekennen dat een verbetering noodig is voor deze bedienden.

*
* *

Eene volstrekte billijke vraag is die van de opzichters der bedelaarsgestichten en toevluchtshuizen. Zij zijn gerangschikt in de 3^e klasse en kunnen het niet verder brengen : sommigen blijven na twintig, vijf en twintig, dertig jaren trouwen dienst met het maximum van 1,350 frank per jaar, terwijl in andere weldadigheidsgestichten de jaarwedde 1,600 en 1,800 frank kan bereiken voor de opzichters van 2^e en 1^e klasse. Wil het Bestuur geene opzichters van 2^e klasse instellen bij de bedelaarsgestichten en toevluchtsoorden, het kan ten minste, na tien, twintig, dertig jaren goede diensten, de jaarwedde verhoogen boven het nu bestaande maximum. Dit ware billijk en in de eerste plaats rechtvaardig.

Het onderwijzend personeel der Weldadigheidsschool te Ruiselede vraagt om, wat de jaarwedde betreft, te worden geplaatst op gelijken voet met het personeel te Moll, Saint-Hubert en Ieperen. De woningen, door dit personeel betrokken, worden verhuurd tegen een prijs die de werkelijke huurwaarde merklijk overtreft, en daar die prijs wordt afgetrokken van de jaarwedde, is het nadeel onbetwistbaar. Er dient gevolg te worden gegeven aan die klachten; ook zou een redematige loonstandaard moeten worden ingesteld voor de jaarwedde der onderwijzers van 1^o, 2^o en 3^o rang. Men mag niet uit het oog verliezen dat de last van deze onderwijzers zwaarder

is dan om 't even welke last van dien aard : deze onderwijzers verblijven in eene afgezonderde streek en hebben als 't ware geene vacantie.

Een bezoek, aan het gesticht van Ruiselede gebracht, heeft ons een toestand doen kennen, die niet langer mag blijven bestaan : wij vonden er een enkelen meester, die lager onderwijs geeft aan 80 leerlingen, een anderen aan 70 leerlingen, de helft Walen en de helft Vlamingen. Dergelijke toestand zou door het schoolopzicht in geene enkele lagere school worden geduld. Hoe groot ook de toewijding van het onderwijzend personeel zij, het onderwijs moet er noodzakelijk te wenschen overlaten; hier is eene leenite aan te vullen met het oog op den bijval van deze weldadigheids-school die met hare 600 jonge kostgangers, met lachend en gezond voorkomen, ons den indruk liet van een uitmuntend bestuurd gesticht.

De Middenafdeeling hield zich insgelijks onledig met de achterstallige zaken, af te handelen door verscheidene rechtbanken.

De volgende vraag werd tot de Regeering gericht :

« Welke maatregelen denkt de heer Minister te nemen om in te gaan » tegen de erge bezwaren, veroorzaakt door het niet afdoen van zaken bij » de verschillende rechtbanken te Brussel? »

Antwoord : « Eerlang wordt een wetsvoorstel overgelegd om eene » vijfde kamer aan de Rechtbank van Koophandel te Brussel toe te » voegen.

» In het Departement van Justitie wordt voortgezet de studie over de » maatregelen, te nemen om de achterstallige zaken bij de burgerlijke » rechtbanken af te handelen. »

Dit antwoord zal slechts betrekkelijke voldoening schenken aan al degenen die zoo terecht klagen over een toestand welke zooveel en zulke ernstige belangen krenkt.

Het getal achterstallige zaken in eersten aanleg te Brussel bedroeg :

Einde 1906, 3,968.

Einde 1907, 4,495.

Einde 1908, 5,289.

Daar de Rechtbank gemiddeld maar 3,000 burgerlijke zaken per jaar afhandelt, terwijl er anderdeels meer dan 3,500 nieuwe zaken op de rol worden gebracht, volgt daaruit dat de achterstallige zaken ieder jaar toenemen met meer dan 500. Derhalve mag men voorspellen dat er op 30 September aanstaande nagenoeg 6,000 achterstallige zaken zullen zijn bij de Burgerlijke Rechtbank te Brussel.

De Rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen is, wat de achterstallige zaken betreft, al niet beter bedeeid dan die te Brussel : ongeveer

1,750 burgerlijke en bij de 3,000 boetstraffelijke zaken wachten er naar eene oplossing.

Hetzelfde geldt, wat betreft de boetstraffelijke zaken, voor de Rechtbank te Brugge : op 1 Januari 1908, waren er 1,528 achterstallige zaken, veel meer dan bij de andere rechtbanken des Rijks waar er slechts twee kamers zijn. Ondanks al den ijver van de Boetstraffelijke Kamer, die jaarlijks meer dan 2,200 zaken afdoet, zijn er thans ongeveer 1,500 onafgedane zaken.

Den toestand, verwekt door achterstallige boetstraffelijke zaken, moet men van nabij zien om overtuigd te geraken van de onduldbare gevolgen die hij medebrengt, zoowel voor het gerecht als voor hen die onder het rechtsgebied behooren. Wanneer regelmatig worden behandeld wanbedrijven, gepleegd een jaar en meer vóór het onderzoek ter zitting, wordt het onderzoek lastig, dan herinneren de getuigen zich de feiten niet meer en kunnen zij de magistraten nog weinig inlichten; vaak zijn de rechten der verdediging verijdeld, zonder te rekenen dat na lange maanden de straf veeleer eene kwelling schijnt dan eene rechtvaardige kastijding.

De Regeering zou het oor moeten leenen aan zulke billijke klachten en de eenige maatregelen nemen die bestaanbaar zijn met het welbegrepen belang van het gerecht : vermeerdering van het aantal magistraten.

*
* *

De Begrooting van Justitie voor het dienstjaar 1909 werd in haar geheel aangenomen met eenparige stemmen min ééne, dus met zes tegen ééne.

De Verslaggever,
EUG. STANDAERT.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

